



RAPPORT ANNUEL

DE L'OBSERVATOIRE ÉTUDIANT DE LA
CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Cycle 2019-2020





Décembre 2020
ESCP

REMERCIEMENTS

L'OECE remercie l'ensemble des personnes ayant contribué à la réalisation de son premier cycle d'activité :

- M. Léon Laulusa ;
- Mme. Cécile Kharoubi, Mme. Anaïs Ravet, Mme. Delphine Anne, Mme. Marion Leparmentier, Mme. Claire Dambrin ;
- M. Simon Mercado, Mme. Florence Mele, Mme. Anna de Vivo, Mme. Emily Centeno, Mme. Kasia Wolenska, Mme. Shirley Lui, M. Moinur Islam et leurs collègues du campus de Londres ;
- Mme. Gabriele Krautschick, Mme. Alina Iakovleva ;
- Mme. Anne-Charlotte Teglborg, Mme. Caroline Verzat, Mme. Isabelle Beyneix, M. Julien Schmitt ;
- Mme. Yaëlle Amsallem, Mme. Elise Berlinski, Mme. Liliane Cabrini, Mme. Aude Montlahuc, Mme. Marianne Strauch, Mme. Tra My Le, M. Romain Buquet, M. Nicolas Taillet, M. Thomas Blonski, M. Gabriel Migheli, M. Louis Vuarin ;
- M. Geoffroy Warmé-Janville.

EDITORIAL

Le monde dans lequel nous vivons est de plus en plus incertain. Les crises économiques, sociales, sanitaires et écologiques s'y succèdent. Dans ce contexte, il est plus que jamais important de donner la parole aux étudiants, qui bâtissent l'avenir de nos sociétés.

Dans la continuité des Consultations citoyennes sur l'Europe, et au nom de notre Directeur général, Frank Bournois, la Direction académique de ESCP Business School a missionné deux élèves pour créer l'Observatoire étudiant de la citoyenneté européenne (OECE). Les consultations menées par l'intermédiaire de l'OECE lors de la rentrée universitaire permettent aux étudiants de notre institution de réfléchir et de contribuer aux grands enjeux actuels.

La mise en place de cet observatoire, au sein d'une Business School pan-européenne comme ESCP, s'inscrit dans le projet porté par l'École d'enseigner un leadership responsable, ouvert sur le monde et basé sur le multiculturalisme européen, en lien avec nos valeurs d'Excellence, Singularité, Créativité et Pluralité (E.S.C.P).

Les étudiants de l'ensemble des programmes de ESCP, par la grande diversité de leurs profils, nationalités et parcours, apportent ainsi une vision élargie, tant des problématiques traitées que des propositions. Il est particulièrement intéressant de noter que les thématiques qui reviennent le plus sont celles concernant :

- L'éducation, la culture et le sport ;
- L'écologie et l'énergie ;
- Les enjeux de politique extérieure, notamment la diplomatie et les migrations.

Les conclusions qu'ils en tirent démontrent qu'ils attendent d'une part, un engagement plus fort de l'Europe, et d'autre part, une meilleure communication sur les actions menées par les institutions européennes et leur rôle. C'est justement l'un des éléments phares des enseignements à ESCP. A titre d'exemple, chaque année, lors du Séminaire *Designing Europe* au Parlement européen de Bruxelles, l'ensemble des étudiants de 1ère année du Master in Management endosse le costume d'un eurodéputé lors d'une simulation de négociation européenne sur les grands enjeux actuels, tel que le pacte vert européen (Green Deal).

Ces thématiques, ainsi que de nombreuses autres thématiques énoncées dans ce rapport (la protection des citoyens et les enjeux du numérique, la santé, l'économie, la défense, l'industrie et le commerce, etc.) sont traitées dans l'ensemble de nos programmes, en cours ou lors de séminaires. L'analyse de l'évolution du débat au sein de notre communauté étudiante, d'une année sur l'autre, contribue à l'enrichissement de nos enseignements.

Je tiens à remercier tout particulièrement Tâm Nguyen et Gabrielle Cottenceau pour leur engagement et leur important travail, de la mise en place des consultations à la rédaction de ce rapport.

Pr. Léon Laulusa

Directeur général adjoint

Affaires académiques et internationales



La construction européenne traverse depuis longtemps une phase marquée par un sentiment d'incompréhension, de déconnexion et de mécontentement exprimé par les populations. Euroscepticisme, montée des populismes, abstention massive aux élections européennes sont certains des symptômes de ce sentiment, qui ne fait que se renforcer au moment où l'Europe est confrontée à d'importants défis et où il est devenu difficile de définir ce que veulent vraiment les Européens.

Parce que le projet européen n'est plus une évidence qui s'impose à tous, l'Europe doit donc s'adapter et convaincre à nouveau. Elle a besoin d'être plus proche de ses citoyens, de les écouter et de les entendre. Parler et faire parler d'Europe apparaît aujourd'hui comme une nécessité.

Au sein d'une école dont les perspectives sont organiquement européennes, nous sommes heureux, à travers l'OECE, de pouvoir donner une réalité à cette exigence démocratique essentielle à l'avenir de l'Europe. Permettre aux étudiants de pouvoir échanger, débattre, confronter leurs points de vue, dans le respect de toute liberté d'expression et d'opinion, telle était l'ambition de notre projet pour l'année 2019-2020.

Pour la suite, celle-ci devra être approfondie et permettre, plus largement, à toute la communauté ESCP de se confronter à la question européenne. Si la crise sanitaire et économique n'a pas permis de poursuivre cette dynamique durant l'année 2020-2021, nous espérons que la réalisation des objectifs de l'OECE pourra reprendre dès la rentrée 2021, à travers une ambition renouvelée et renforcée de l'école de mettre l'Europe au cœur de son identité.

Gabrielle Cottenceau et Tâm Nguyen

Fondateurs de l'OECE - Alumnis ESCP

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	3
EDITORIAL.....	4
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION.....	7
I - Méthodologie.....	9
A- Objectifs et organisation des consultations.....	9
B- Modalités des échanges et discussions en atelier.....	11
C- Formalisation des travaux issus des consultations.....	11
II - Analyse des travaux des étudiants.....	13
A- Les travaux des étudiants en chiffres.....	13
B- Analyse générale des travaux des étudiants.....	14
C- Analyse thématique des travaux des étudiants.....	15
III – L’indice annuel de citoyenneté européenne.....	24
A- La méthodologie de l’IACE.....	24
B- L’IACE pour 2019-2020 (<i>IACE 2020</i>).....	25
ANNEXES.....	26
Annexe 1 - Recueil des propositions / Book of propositions.....	27
Travaux des étudiants de PMY (<i>FRANÇAIS</i>).....	28
Work of M1 and BSc1 students (<i>ENGLISH</i>).....	63
Annexe 2 - Infographie des consultations étudiantes 2019-2020.....	109
Annexe 3 – Fiche de restitution des travaux des étudiants.....	110
Annexe 4 – L’indice annuel de citoyenneté européenne (IACE).....	111
Annexe 5 – Présentation de l’OECE.....	112
Annexe 6 – Gouvernance et pilotage de l’OECE.....	113
Annexe 7 - Lettre de mission.....	114

INTRODUCTION

En 2018, le Président de la République a proposé que soient organisées, dans les Etats membres de l'UE, des « consultations démocratiques qui seront le temps durant lequel partout dans nos pays nos peuples discuteront de l'Europe dont ils veulent »¹. Depuis le « terrain », ces Consultations citoyennes ont ainsi eu pour ambition de recueillir les propositions des citoyens de tous les pays membres en matière européenne.

Organisées par des porteurs de projets issus de la société civile, les Consultations citoyennes se sont tenues d'avril à octobre 2018, sous le pilotage Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et ont permis, par 1082 fois, à de nombreux citoyens de s'exprimer librement et de donner leur opinion - quelle qu'elle soit - sur l'Europe.

A l'ESCP, une telle consultation - la première des grandes écoles de management – a été organisée le 7 septembre 2018. Celle-ci a permis à près de 360 étudiants du programme Pré-Master de formuler 164 propositions pour l'Europe de demain.

Désireux de capitaliser sur la réussite de ce projet, dont nous avons à charge l'organisation, et souhaitant en faire perdurer la dynamique, nous avons travaillé, avec l'appui du Directeur académique de l'ESCP, à la création de l'Observatoire étudiant de la citoyenneté européenne (OECE). A cet égard, ce projet a notamment permis, sur le modèle de 2018, d'interroger les nouveaux étudiants de l'école, tous programmes confondus, sur leur vision de l'Europe, dans le cadre de consultations étudiantes menées sur plusieurs campus de l'ESCP.

Au titre de l'année 2019, le projet OECE a ainsi permis à plus de 1300 étudiants de l'école de s'exprimer sur plus d'une dizaine de thèmes inhérents à l'Union Européenne et de faire des propositions pour l'Europe de demain. Le présent rapport vise désormais à présenter les travaux ainsi réalisés par les étudiants et à faire valoir leurs propositions pour l'avenir de l'Europe.

¹ Discours du Président de la République à la Pnyx – 7 septembre 2017

Introduction (ENGLISH)

Created in 2019 by two students of ESCP at the request of the Academic Director, the OECE (Student observatory for European Citizenship) aims to promote and embody the school European identity.

Between August and November 2019, for its first action, the OECE organized student consultations about Europe for new students at the school (from Master in Management and Bachelor programs) on Berlin, Paris and London campuses. More than 1300 students participated.

This exercise gave the opportunity to the new students of the school to talk and make propositions for the future of the European Union about a topic they chose among the following ones : Food and agriculture, Monetary and budgetary stakes, Identity and citizenship, Trade and Industry, Defence, security and justice, Ecology and energy, Education, culture and sport, Social and health issues, External policies stakes: diplomacy and migrations, European institutions and EU project, Citizen protection and digital challenges. In groups, the students wrote their thoughts about today's Europe and their ideas for the Europe of tomorrow.

This report, published annually by the OECE, aims to share and promote the work done by the students during these consultations. This report is written in French, but it includes a section with students' works written in English : to report on the work of the students as well as possible, the OECE decided to publish their propositions in the language they were written (in French for the PMY students and in English for the MiM and BSc ones).

I - Méthodologie

A- Objectifs et organisation des consultations

Organisées dans le cadre d'une institution à l'identité européenne marquée, et sur le fondement de cette identité, les consultations étudiantes de l'OECE ont pour vocation d'être menées auprès des « nouveaux » étudiants de l'ESCP, soit, dans une logique cyclique, les étudiants ayant intégré l'école lors de la première rentrée académique consécutive à la dernière séquence de consultations tenue. A ce stade du projet, est entendu par nouvel étudiant, tout nouvel arrivant à l'ESCP au niveau L1 (BSc), L3 (PMY) ou M1 (MiM-AST).

Dans une optique pédagogique et institutionnelle, les consultations étudiantes ont ainsi pour objet de donner aux nouveaux étudiants l'opportunité de se confronter très rapidement à l'exercice de l'identité européenne de l'institution qu'ils viennent d'intégrer.

Pour l'année 2019-2020, première année d'exercice de l'OECE, les consultations étudiantes se sont déroulées entre août et novembre, sur trois des six campus de l'ESCP (Paris, Londres et Berlin) et auprès des nouveaux étudiants issus de trois programmes précités (BSc, PMY et MiM-AST). Eu égard à la montée en puissance progressive du projet OECE, tous les nouveaux étudiants de l'école n'ont pu être consultés dès cette première année d'exercice. L'exercice 2019 des consultations étudiantes a ainsi été organisé selon une logique « d'épuisement » géographique, visant à consulter de manière exhaustive l'ensemble des nouveaux étudiants des campus de Paris, Londres et Berlin². Ainsi, pour cet exercice 2019-2020, ce sont 1302 nouveaux étudiants, sur un total de 1541³, qui ont été consultés.

Lors de ces différentes consultations, et en cohérence avec les particularités des trois programmes académiques y ayant participé, les étudiants ont travaillé dans la langue prédominante de leur cursus, à savoir le français ou l'anglais.

Sur la forme, les consultations étudiantes ont été organisées selon un principe d'ateliers thématiques, réunissant entre 4 et 10 étudiants. Préalablement à la consultation, les étudiants ont donc été invités *via* la plateforme pédagogique *Blackboard* à émettre des vœux quant à la thématique de leur(s) consultation(s) (cf. *infra*). Chaque séquence de consultation a par ailleurs été précédée d'une présentation de l'exercice en séance plénière. Pour cette année 2019-2020, le déroulement des ateliers s'est ensuite effectué selon deux types d'organisation :

- **Format présentiel** : consultation introduite et supervisée directement sur les campus, sur une journée ou une demi-journée ;
- **Format hybride** : présentation de la consultation en plénière sur les campus, puis étudiants laissés en autonomie pour se réunir en groupe et soumettre leurs travaux avant une date impartie.

² Le choix des campus concernés répond d'une logique et de contraintes logistiques.

³ Conformément à la définition d'un nouvel étudiant explicitée au début de la présente sous-partie.

Les consultations étudiantes organisées pour l'année 2019-2020

- **Campus de Paris :**
 - **Programmes Bachelor (BSc) et Pré-Master (PMY)⁴** : consultations organisées le 5 septembre en format présentiel (un atelier thématique par étudiant pour les BSc, deux ateliers thématiques par étudiants pour les PMY) ;
 - **Programme MiM-AST⁵** : présentation en plénière le 23 septembre, consultation organisée du 26 septembre au 11 octobre en format hybride (un atelier thématique par étudiant) ;
- **Campus de Londres :**
 - **Programme BSc** : consultation organisée le 29 août en format présentiel (un atelier thématique par étudiant) ;
 - **Programme MiM-AST** : présentation en plénière le 17 octobre, consultation organisée du 21 octobre au 8 novembre en format hybride (un atelier thématique par étudiant) ;
- **Campus de Berlin :**
 - **Programme MiM-AST** : présentation en plénière le 16 septembre, consultation organisée du 19 au 27 septembre en format hybride.

Sur le fond, l'OECE a retenu, pour l'exercice 2019-2020, les onze thématiques de consultations listées *infra*. Les étudiants consultés ont ainsi été répartis en ateliers thématiques selon les souhaits qu'ils avaient préalablement formulés.

Liste des thématiques de consultations pour l'année 2019-2020 :

- Agriculture et alimentation
- Citoyenneté et identité
- Défense, sécurité et justice
- Ecologie et énergie
- Education, culture et sport
- Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations
- Enjeux monétaires et budgétaires
- Enjeux sociaux et santé
- Industrie et commerce
- Institutions et projet communautaires
- Protection des citoyens et enjeux du numérique

Dans une visée d'ordre pédagogique, l'exercice des consultations a été rendu obligatoire pour tous les étudiants concernés par celui-ci. En effet, outre les bénéfices d'apprentissage résultant d'un exercice d'interaction orale, le caractère obligatoire de celui-ci visait à assurer au maximum une diversité dans le

⁴ Première année du programme Grande Ecole de l'ESCP.

⁵ Etudiants arrivés à l'école en Master 1 au sein du Master in Management (MiM) de l'ESCP.

positionnement des étudiants à l'égard de l'Union Européenne. De fait, organiser un tel exercice sur la base du volontariat exposait ce dernier à un risque d'homogénéité fort en raison de l'attractivité naturelle, à ce type de consultation, des personnes favorables, voire très favorables, au projet européen. A l'inverse, il a été considéré que les étudiants y étant indifférents ou hostiles auraient été *a priori* réticents à prendre part à un tel exercice. C'est pourquoi, afin de lisser ces effets, d'assurer la diversité des contributions et de garantir ces dernières comme l'expression directe de l'ensemble des étudiants de l'ESCP interrogés, un caractère obligatoire a été donné aux consultations. Cet exercice demeurait toutefois non noté.

B- Modalités des échanges et discussions en atelier

Les deux formats – en atelier ou hybride – retenus pour les consultations de l'année 2019-2020 ont été construits pour encourager la discussion et permettre à tous les étudiants d'exprimer leurs points de vue et attentes concernant le présent et l'avenir de l'Europe.

L'enjeu et l'exigence des consultations a été de pouvoir recueillir tous les avis des étudiants, avec le moins de biais possibles. Aussi, outre la possibilité laissée aux étudiants de choisir la thématique de leur(s) ateliers(s), a été privilégié un cadre de discussion sans apport théorique extérieur préalable. Par ailleurs, au sein de chaque groupe de travail, les étudiants ont été volontairement laissés dans un cadre peu restrictif quant à la conduite des échanges, afin qu'ils puissent s'exprimer avec la plus grande liberté possible. Dans cette logique, les étudiants ont été invités à réfléchir non seulement à ce qu'ils souhaitaient pour l'avenir de l'Europe mais également à ce qu'ils savaient de l'Europe dans sa situation actuelle. Cette dichotomie constat / proposition a ainsi constitué l'unique modalité restrictive du cadre des discussions.

Afin de permettre la restitution des travaux des étudiants, il a, par ailleurs, été demandé aux groupes de travail, au terme du temps d'échange qui leur était imparti, de consigner par écrit et sous un format pré-indiqué, les constats et propositions qu'ils avaient formulés. Sur le fond, il a été indiqué aux étudiants que la recherche de compromis n'était pas absolument attendue et qu'ils pouvaient faire figurer sur leur rendu des avis et propositions contradictoires. Sur la forme, a été communiquée aux étudiants une fiche de restitution type (cf. annexe 3) à laquelle étaient associées des consignes de forme minimalistes : rédaction des constats selon une formulation déclarative, et des propositions selon une formulation infinitive.

C- Formalisation des travaux issus des consultations

La formalisation des travaux issus des consultations visait à restituer et synthétiser les constats et propositions des étudiants dans un format accessible et intelligible, en restant toutefois fidèle à l'expression des étudiants. Ce travail a été effectué directement à partir des synthèses rendues par chaque groupe, impliquant, de ce fait, le traitement d'un grand nombre de données.

A cet égard, le travail de formalisation a été effectué selon les sous-objectifs suivants :

- Rassembler les idées strictement similaires et écarter les éléments répétitifs ;
- Retravailler les expressions ne respectant pas les exigences de forme ou considérées manifestement inintelligibles ;
- Ecarter les formulations constitutives d'un plagiat manifeste⁶.

Afin de rester au plus proche de l'expression des étudiants, ces actions ont été menées dans une logique de silo selon la langue des travaux restitués ; le choix a ainsi été fait de conserver les éléments dans leur langue d'origine. De ce fait, des idées équivalentes peuvent apparaître entre les éléments restitués en français et en anglais.

Cette même logique de silo a été appliquée entre les constats et les propositions, lesquels ont été formalisés indépendamment dans chaque thématique. Seuls les constats (resp. propositions) ayant manifestement la nature d'une proposition (resp. d'un constat) ont été déplacés dans la catégorie idoine.

De même, des propositions ou constats divergents voire contradictoires peuvent également figurer dans la restitution formalisée des travaux. Cela correspond à la volonté explicitée *supra* de valoriser l'ensemble des points de vue des étudiants et la diversité de leurs connaissances, propositions et opinions.

A cet égard, en ce qui concerne la présentation des travaux des étudiants dûment consolidés et formalisés, le présent rapport restitue séparément, par langue puis par thématique, les constats et propositions formulés par les étudiants.

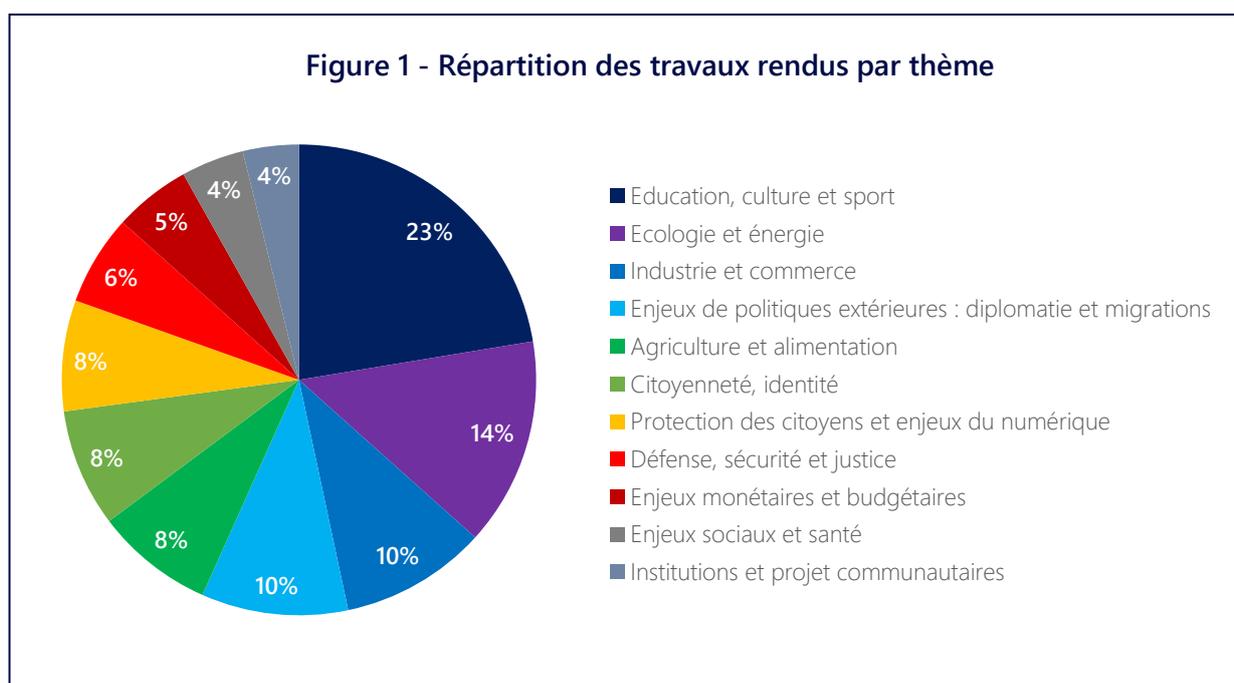
La formalisation réalisée par l'Observatoire a donc exclusivement consisté en un contrôle de conformité aux exigences formelles de l'exercice ainsi qu'en un travail de lissage, de consolidation et de mise en cohérence des constats et propositions collectés. Cette formalisation n'a donné lieu à aucun contrôle d'opportunité.

⁶ Utilisation du logiciel Turnitin.

II - Analyse des travaux des étudiants

A- Les travaux des étudiants en chiffres

- 1302 étudiants, issus de 3 programmes de l'école sur 3 des 6 campus de cette dernière, ont participé aux consultations 2019- 2020 :
 - 376 étudiants de PMY – Programme Grande Ecole ;
 - 467 étudiants de BSc 1 ;
 - 459 étudiants de Master 1 – AST.
- 609 propositions ont été formulées dans le cadre des 11 thèmes traités : 260 propositions sont issues de la consultation des Pré-Masters et 351 proviennent des consultations effectuées en langue anglaise (par les étudiants Bachelors et AST du MiM).
- Les thèmes les plus plébiscités (en nombre d'étudiants ayant travaillé dessus) ont été : 1/ Education culture et sport ; 2/ Ecologie et énergie ; 3/ Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations ; 4/ Industrie et commerce. Malgré des groupes de taille différente selon les programmes, ces thématiques sont également celles qui ont donné lieu au plus grand nombre de travaux rendus – en cela que chaque contribution rendue correspond au travail d'un groupe d'étudiants (cf. figure1).
- Les thèmes sur lesquels ont été formulées le plus de propositions sont : 1/ Ecologie et énergie (120 propositions) ; 2/ Education, culture et sport (106 propositions) ; 3/ Alimentation et agriculture (73 propositions).



B- Analyse générale des travaux des étudiants

Sur le fond :

- Les constats des étudiants sont contrastés : d'une part, ils dressent des constatations positives de la situation en Europe et de l'action de ses institutions ; d'autre part, ils formulent un certain nombre de reproches quant au manque d'actions ou au retard de l'UE dans un certain nombre de domaines.
- Concernant les propositions, une très grande majorité des recommandations formulées par les étudiants convergent vers un engagement accru et un approfondissement de l'action de l'Europe, tant au niveau de ses institutions fédérales qu'à celui de ses Etats-membres.
- Les étudiants se sont largement exprimés sur un thème qui les concerne particulièrement en tant qu'étudiants en Europe, à savoir celui de « l'éducation de la culture et du sport ». La thématique de l'écologie et de l'environnement a également suscité un intérêt certain : d'une part, elle est la thématique ayant donné lieu au plus de propositions formulées et, d'autre part, semble largement infuser l'ensemble des autres thématiques. A titre d'exemple, nombreuses sont les propositions formulées dans le thème *Alimentation et agriculture* qui ont été abordées à travers le spectre de l'écologie et qui portent ainsi sur des aspects d'environnement et de développement durable du monde agricole.
- Sur l'ensemble des thèmes, il est également intéressant de noter que les étudiants proposent systématiquement à l'Europe de mieux communiquer au sujet de ses actions. Ils estiment ainsi nécessaire que tous les citoyens soient mieux informés sur son rôle, ses prérogatives et ses actions et qu'elle gagnerait à davantage exposer ses projets. A cet égard, les étudiants reconnaissent eux-mêmes régulièrement ne pas en savoir assez sur l'Europe.
- Par ailleurs, l'OECE constate *de facto* une difficulté des étudiants à identifier les prérogatives et compétences des institutions européennes. Sans même rentrer dans le détail des traités européens⁷, il est ainsi constaté une méconnaissance globale des domaines pour lesquels les institutions européennes détiennent une compétence et ceux pour lesquels les Etats membres sont responsables. De même, le rôle et le champ d'intervention des différents organes et institutions de l'UE semblent assez mal connus des étudiants.
- Enfin, l'OECE souhaite signaler que certaines des propositions ou idées exprimées par les étudiants dès septembre 2019 sont désormais présentes dans le débat public, portées tant par des Etats membres de l'UE, dont la France, que par les institutions européennes. Est ainsi démontrée la qualité de certains travaux des étudiants qui ont exposé avec discernement les enjeux et perspectives immédiats de l'Union Européenne.

⁷ En l'espèce les articles 3, 4 et 6 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne respectivement relatifs aux compétences exclusives, partagées et d'appui de l'Union Européenne.

Sur la forme :

- L'OECE relève que les modalités pratiques des consultations et, en particulier, le cadre peu contraignant laissé aux échanges en groupe ainsi que l'absence d'un apport théorique préalable, ont pu, à certains égards, déstabiliser plusieurs étudiants, sans doute plus habitués à des exercices davantage contraints et « scolaires ». Toutefois, il convient également de considérer que ces dispositions pratiques ont également permis de mettre en valeur les connaissances personnelles et l'inventivité des étudiants.
- A plus forte raison, le respect des consignes formelles de base de l'exercice a été particulièrement difficile à constater parmi les travaux rendus par les M1-AST (tous campus confondus), en particulier en ce qui concerne la séparation entre constats et propositions ainsi que la formulation brève et infinitive de celles-ci.⁸
- A l'inverse, l'OECE souhaite souligner le travail plus averti et structuré des étudiants du PMY qui, indépendamment de leur connaissance manifestement plus approfondie de l'Union Européenne, ont fait davantage preuve de respect du cadre et des consignes formelles imposés par l'exercice.
- Enfin, l'OECE tient à signaler la présence d'un certain nombre d'éléments plagiés (principalement concernant les constats mais également certaines propositions), en particulier au sein des travaux rendus par les MIM-AST⁹ ; 68 plagiats ont ainsi été identifiés dans l'ensemble des travaux des étudiants. Eu égard au caractère non-évaluatif de l'exercice des consultations étudiantes, ces faits de plagiats n'ont pas fait l'objet de saisines du Comité disciplinaire de l'ESCP¹⁰. L'OECE en déplore toutefois l'acuité.

C- Analyse thématique des travaux des étudiants

▪ Agriculture et alimentation / Food and agriculture

L'UE est considérée par les étudiants comme une bonne élève pour la surveillance de la qualité et des normes de l'alimentation de ses citoyens. De nombreux enjeux concernant l'agriculture et particulièrement le soutien à l'activité des agriculteurs sont présentés dans les travaux. Il est ainsi beaucoup recommandé que l'UE aide davantage les agriculteurs pour améliorer leur qualité de vie et les accompagner dans une production plus durable ; plusieurs propositions évoquent notamment la question de l'usage des pesticides. Au cas particulier de la PAC, qui apparaît dans de nombreux constats, les avis sont contrastés : la PAC est souvent perçue comme nécessaire tout en étant critiquée.

L'idée d'agir sur les consommateurs revient régulièrement dans les propositions, notamment pour inciter à une consommation plus durable et plus équilibrée, en améliorant l'information et la prise de

⁸ A l'inverse, les travaux rendus par les MIM-AST étaient régulièrement composés de longs paragraphes déclaratifs (régulièrement plagiés) ne répondant en aucun cas aux consignes de l'exercice.

⁹ Cf. note 6.

¹⁰ Conformément aux dispositions du règlement pédagogique de l'ESCP.

conscience afin de permettre une meilleure consommation à un meilleur prix. Quelques préoccupations sur le gaspillage reviennent également dans les propositions.

Enfin, des enjeux pour préserver l'Europe comme puissance agricole sont également régulièrement évoqués et certaines propositions visent à limiter les importations jugées nuisibles au moyen d'une taxation spécifique.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 12** : *Instituer quatre labels à appliquer à l'échelle européenne : sur la qualité nutritive du produit ; sur le juste prix pour l'agriculteur ; sur la proximité et l'empreinte carbone ; sur le bien-être animal.*
- **Proposition 22**: *Discourage food waste by redistributing unused food from schools' canteens.*
- **Proposition 49**: *Increase the food storage in order to stabilize the price in case of emergencies.*

▪ **Citoyenneté et identité / Identity and citizenship**

Le principal constat dressé par les étudiants est l'absence d'une véritable identité commune et partagée. Est ainsi évoquée, l'existence d'une identité économique de principe et non celle d'une identité citoyenne de valeurs. Ce constat n'est toutefois pas toujours formulé en des termes négatifs, puisqu'il est considéré qu'il n'est pas forcément nécessaire à l'Europe d'avoir une identité partagée profonde pour construire un projet commun. La diversité des Etats membres de l'UE est avancée comme le principal facteur de cette absence d'identité commune. Néanmoins, cette vision *a minima* de l'identité européenne est contestée par certains étudiants qui estiment, malgré le faible ressenti en la matière de la part de ses citoyens, que l'Europe incarne bien un partage de valeurs communes. Les étudiants s'accordent ainsi sur l'échec des institutions quant à leur rôle à jouer dans la constitution d'une citoyenneté/identité européenne et leur capacité à avoir un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens.

De nombreuses propositions pour constituer une identité européenne plus forte, plus ressentie et vécue par les citoyens sont ainsi formulées. En particulier, nombreux sont les étudiants qui estiment que cela doit passer par l'éducation et que « plus d'Europe » doit être proposée à l'école. Plus largement, est également constatée une focale particulière des étudiants sur les programmes européens pour la jeunesse, dont ils sont pour certains directement bénéficiaires, et qui sont considérés comme un levier efficace pour fonder un sentiment européen commun.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 10** : *Favoriser les initiatives européennes auprès et pour les étudiants de l'ESCP : interventions d'organismes et associations telles que la Maison de l'Europe, ajouter le drapeau européen sur les visuels de l'école (pulls de promo, etc.).*

- **Proposition 17:** *Define a European common language which could be taught at school as a second language and used in daily life.*

- **Défense, sécurité et justice / Defence, security and justice**

La question de la dépendance de l'UE à l'OTAN revient dans plusieurs constats : certains y voient un échec de l'UE, quand d'autres estiment que la situation n'a pas nécessairement besoin d'évoluer.

D'autres constats font, quant à eux, l'état des coopérations entre armées et polices des Etats-membres, soulignant notamment que celles-ci existent déjà actuellement dans une certaine mesure. Les propositions concernent ainsi en majorité le renforcement des coopérations voire la mise en commun de certains services et prérogatives, notamment concernant la justice, les polices, la lutte contre le terrorisme et la corruption, les services de renseignements et de secours, ou les accords militaires. Les propositions en matière de sécurité aux frontières de l'UE formulent ainsi souvent le souhait d'une politique commune ou d'une mise en commun des moyens des Etats. En majorité, les propositions concernant les forces armées ne proposent toutefois pas la création d'une armée commune européenne mais l'idée d'une coopération renforcée est, là encore, largement partagée. Plusieurs propositions s'intéressent par ailleurs à la coopération industrielle pour un armement européen.

Les systèmes de justice et juridiques des Etats membres et de l'UE dans son ensemble sont majoritairement applaudis.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 12 :** *Développer, avec les Etats qui le souhaitent, une armée européenne indépendante.*
- **Proposition 17 :** *Augmenter l'investissement des Etats-membres dans la R&D de sécurité et de défense pour développer cette industrie à l'échelle européenne.*
- **Proposition 9:** *Maintain the European justice system as it is, it is to say as one of the strongest collaborative system between democracies in the world.*
- **Proposition 10:** *Work together on the industrial side, pointing to a need for common standards, open markets and procurement that favors the best available technologies for defense.*

- **Ecologie et énergie / Ecology and energy**

Les étudiants dressent le constat général d'une prise de conscience collective de la part des acteurs européens : institutions, gouvernements, citoyens etc. Ils estiment toutefois en grande majorité que l'UE peut encore mieux faire en matière d'écologie. A cet égard, il est par exemple proposé de mettre en place, à l'échelle européenne, plus de contraintes et/ou d'incitations sur les transports (individuels ou collectifs) pour participer à la réduction des émissions de GES. D'autres propositions portent sur la

limitation des quotas d'émission de GES des entreprises au moyen d'une fiscalité plus contraignante. Par ailleurs, plusieurs propositions portent également sur la réduction de l'usage du plastique, sur le recyclage et sur le tri sélectif.

En ce qui concerne l'énergie, de nombreux constats portent tout d'abord sur la disparité des politiques et mix énergétiques des Etats européens, qui est perçue comme génératrice de difficultés pour l'UE, en particulier en l'absence d'accord ou de trajectoire de convergence. La principale proposition concernant la question énergétique concerne ainsi l'harmonisation des politiques des Etats membres, lesquels sont notamment invités à adopter une position commune sur le nucléaire et à procéder à un alignement normatif. En outre, il est par ailleurs constaté que si l'UE promeut et favorise le développement des énergies renouvelables, sa dépendance énergétique, notamment à la Russie, demeure une réalité.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 21** : *Défiscaliser les investissements verts (création des niches fiscales européennes vertes).*
- **Proposition 37** : *Réinstaurer le système de la consigne dans tous les pays (en suivant l'exemple de l'Allemagne).*
- **Proposition 40**: *Write a European legal provision to force companies making packaged food product to use recycling material.*
- **Proposition 43**: *Remove environmental investments from the 3% deficit rule.*

▪ **Education, culture et sport / Education, culture and sport**

Le premier constat partagé est celui de la diversité des systèmes éducatifs, des programmes, des méthodes pédagogiques, etc., au sein de l'Union Européenne. Par contraste, d'autres constats mettent régulièrement en avant les grands programmes et initiatives européens (OFAJ, Interrail, Erasmus, Discover Europe ou encore le système LMD). Sont également soulignées, à plusieurs reprises, les limites des systèmes éducatifs des Etats membres (en matière de contenus des programmes, de méthodes pédagogiques, etc.), notamment concernant l'enseignement des langues étrangères, de l'histoire ou du fonctionnement de l'UE.

En ce sens, les étudiants recommandent, entre autres, d'encourager davantage les échanges et/ou les voyages pédagogiques, voire de les rendre obligatoires (notamment au lycée et/ou pendant l'enseignement supérieur). Avec davantage d'ambition, certaines propositions formulent la volonté d'une standardisation éducative accrue (même système de notation, même âge minimal, exam final européen etc.), dans l'optique de mettre en œuvre un véritable système éducatif européen (notamment dans enseignement supérieur). En parallèle, il est requis par certains étudiants que l'Europe prenne une place plus importante dans le financement, l'organisation, ou encore la digitalisation de l'Education.

D'un point de vue culturel, est notamment encouragée l'organisation d'événements culturels autour de l'Europe (festivals culinaires, Exposition Européenne sur le modèle de l'Exposition Universelle, etc.), afin

de compléter encore davantage une offre culturelle et éducative européenne saluée pour son attractivité et sa richesse.

Néanmoins, en ce qui concerne le sport, les étudiants regrettent à plusieurs reprises un manque d'initiatives et d'événements européens (en dehors des grands championnats professionnels). Certains plaident ainsi pour la constitution d'une équipe d'Europe lors des Jeux Olympiques et Paralympiques voire l'organisation de JOP européens.

A des fins de pédagogie, d'éducation, et de valorisation culturelle, les étudiants encouragent par ailleurs le développement d'un puissant média européen.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 1** : *Intégrer une semaine culturelle européenne obligatoire dans le système d'éducation de chaque pays-membre pour découvrir toutes les formes d'art à l'échelle de l'UE (cinéma, théâtre, musée, etc.).*
- **Proposition 18** : *Encourager les échanges Erasmus dans toutes les filières notamment les plus professionnelles.*
- **Proposition 34** : *Organiser une compétition sportive européenne entre les campus de l'ESCP.*
- **Proposition 29**: *Create partnerships contracts between different European high schools, schools and universities across Europe with events, societies and activities to increase the European awareness of the students.*
- **Proposition 46**: *Create a European student card that would allow students to have free access to all public institutions within the EU, discounts or coupons for cultural activities or sports.*

▪ **Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations / External policies stakes: diplomacy and migrations**

En grande majorité, les étudiants notent, en matière de migrations, un manque de coopération et de coordination entre les pays européens, voire un manque de solidarité. Ils considèrent ainsi que l'UE ne prend pas assez de responsabilités dans la gestion des flux migratoires et que les actions entreprises sont insuffisantes à de nombreux égards (mise en œuvre opérationnelle, financement, etc.).

En cohérence, les étudiants en appellent à une gestion de la question des migrations et de ses enjeux (frontières, flux, répartition, autorisations administratives, etc.) à l'échelle de l'UE, et formulent des propositions à la fois pour mieux réguler et mieux accueillir.

A noter que très peu de remarques ont été faites sur la diplomatie européenne et la politique extérieure de l'UE.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 11** : *Dégager un budget commun pour l'accueil des migrants qui bénéficierait aux pays selon leur degré de prise en charge des flux migratoires et comporterait éventuellement un volet incitatif.*
- **Proposition 12** : *Définir des axes communs en termes de diplomatie européenne pour commencer à développer une politique commune.*
- **Proposition 20** : *Créer des partenariats mutuellement bénéfiques avec les entreprises visant à appréhender le besoin de main d'œuvre, faciliter l'embauche et l'intégration des populations migrantes.*
- **Proposition 14**: *Develop European quotas to control and reduce migration flows (depending on the GDP of each country).*
- **Proposition 26** : *Laisser les pays souverains dans le choix d'accueil des migrants dits "économiques" mais obliger l'accueil des demandeurs d'asile par des accords coercitifs.*

▪ **Enjeux monétaires et budgétaires / Monetary and budgetary stakes**

Les étudiants se sont globalement félicités des bienfaits de la zone euro, tout en reconnaissant que des améliorations étaient encore possibles en matière de règles et de politiques monétaires. Classiquement, est relevée par les étudiants la difficulté relative à l'existence d'une monnaie commune au sein d'une zone monétaire non-optimale frappée de chocs asymétriques. A cet égard, certaines propositions consacrent l'idée d'une Europe à deux vitesses, préconisant la division en deux parties de la zone euro, alors que d'autres en appellent plus directement aux retours aux monnaies nationales. Les étudiants semblent, *a minima*, préconiser une clarification du projet monétaire européen et la définition d'objectifs clairs.

D'un point de vue budgétaire, c'est essentiellement le manque d'ampleur du budget européen qui a été relevé par les étudiants, lesquels en appellent à une densification de ce dernier dans l'ensemble des thématiques traitées.

A noter que sur ce sujet technique relatif aux enjeux macroéconomiques de l'UE, l'OECE souhaite souligner la qualité d'ensemble des observations formulées par les étudiants de PMY, les travaux réalisés par les BSc et AST-M1 étant, quant à eux, d'une qualité technique globale plus contrastée.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 12** : *Diviser l'euro en deux monnaies européennes : une destinée aux pays du Sud de l'Europe qui ont besoin d'un euro « moins fort » et inversement pour les pays du Nord de l'Europe.*
- **Proposition 13** : *Flexibiliser davantage les contraintes budgétaires du traité sur la stabilité et la coopération budgétaire (assouplissement en période de crise et durcissement en période de croissance).*

- **Proposition 16:** *Give national central banks more influence on the ECB monetary policies and coordinate their actions with ECB.*

▪ **Enjeux sociaux et santé / Social and health issues**

Sur le sujet de la santé, les étudiants ont été amenés à souligner à nouveau la grande disparité à l'œuvre entre les pays de l'Union Européenne, notamment expliquée par l'absence de compétence propre de l'UE en la matière. Des propositions d'actions communes à l'échelle de l'Europe ont toutefois été formulées par les étudiants, telles que l'harmonisation des études de médecine.

Plus globalement, les étudiants ont observé l'existence d'enjeux sociaux communs aux pays européens (égalité entre les femmes et les hommes, vieillissement démographique, etc.) ainsi que de dispositifs sanitaires communs tels que la carte européenne d'assurance maladie ou le contrôle européen des médicaments.

Des recommandations en matière de lutte contre le dumping social ont également été formulées, comme par exemple la proposition visant la création d'un « SMIC européen » ou encore la mise en œuvre d'aides sociales européennes harmonisées.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 2 :** *Travailler à l'harmonisation des normes sanitaires et sociales au sein de l'UE en s'alignant sur les pays les mieux-disants dans chaque domaine.*
- **Proposition 5 :** *Instaurer un revenu minimal au sein de chaque pays - en fonction du niveau de vie dans chacun d'entre eux - pour réduire progressivement les inégalités sociales entre les pays de l'UE.*
- **Proposition 4:** *Invest more in the prevention of the chronic diseases at the European level and improve public conscience about them.*

▪ **Industrie et commerce / Trade and Industry**

Au sujet du commerce, il est tout d'abord rappelé par les étudiants que l'Union Européenne représente le plus grand marché du monde, ce qui facilite les échanges commerciaux entre les Etats membres. Les étudiants se félicitent ainsi de la puissance du marché commun, ainsi que de la mobilité et de la coopération commerciale associées à ce dernier. Ils rappellent par ailleurs que le commerce a occupé une place centrale dans la construction européenne et en mesurent, à cet égard, toute son importance.

Néanmoins, bien que soulignant la capacité de l'UE à signer des accords commerciaux à l'international, certains étudiants regrettent la faiblesse relative de cette dernière face aux géants commerciaux chinois et étatsuniens. Les étudiants en appellent ainsi à la constitution de franchises européennes ou de

fleurons européens et insistent sur la question du « made in Europe ». Leurs réflexions sont également associées à des considérations relatives à l'uniformisation fiscale et normative (en particulier en matière de droit du travail).

Les observations en matière d'industrie font, quant à elles, état d'un certain nombre de critiques à l'égard de l'Union Européenne et notamment de la Commission, jugée responsable de bloquer la constitution de géants industriels européens et accusée de ne pas développer une politique de préférence communautaire suffisamment puissante. Par ailleurs, est constatée une forte disparité entre les Etats en matière d'activité industrielle, associée, à certains égards, à une forte hétérogénéité en matière de compétitivité. En ce sens, les étudiants préconisent ainsi un approfondissement important de la politique industrielle européenne, notamment à des fins d'innovation et de compétitivité internationale.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 7** : *Instaurer des zones franches de droit et fiscalité semblables, réservées aux entreprises européennes.*
- **Proposition 21** : *Mettre en place un protectionnisme tarifaire en cas de non-respect des normes sociales et environnementales par les partenaires commerciaux de l'UE.*
- **Proposition 7** : *Develop clusters to foster innovation and transfers of knowledge and to encourage local partnerships especially in industrial regions to operate a smoother transition to a more "technological era".*
- **Proposition 30**: *Reduce limitations due to antitrust laws to create European corporations able to compete with their Asian and American counterparts (ex. Alstom and Siemens merger).*

▪ **Institutions et projet communautaires / European institutions and EU project**

Les étudiants notent un problème de distance entre les institutions européennes et les citoyens européens, ainsi qu'un manque d'intérêt de ces derniers envers celles-ci. Les critiques formulées à l'égard des institutions communautaires sont diverses et nombreuses : coût, complexité, projet au point mort, manque de cohésion, de coopération ou d'unité. S'ajoute à ces carences un manque d'information des citoyens, largement constaté par les étudiants.

Ces derniers en appellent ainsi à une réforme des institutions européennes, notamment en matière de processus décisionnel, et préconisent le déploiement d'efforts supplémentaires en matière d'information et d'éducation sur le projet communautaire.

A la marge, certains étudiants estiment toutefois que l'action de l'Union Européenne à l'égard des citoyens est positive et que les institutions font état d'un bon fonctionnement.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 2** : *Supprimer la possibilité du droit de veto pour les Etats-membres et prendre l'ensemble des décisions à la majorité qualifiée.*
- **Proposition 5** : *Renforcer les euro-régions pour mieux lutter contre les inégalités régionales.*
- **Proposition 3**: *Disband the European Parliament and give voting on EU matters to national parliaments working closely with the European Commission.*
- **Proposition 8**: *Develop policies directly impacting the consumer (like the GDPR or the end of roaming charges in the single market) to be more attractive to European citizens.*

▪ **Protection des citoyens et enjeux du numérique / Citizen protection and digital challenges**

Au sujet du numérique, les étudiants soulignent la dichotomie existante entre une Europe performante en matière de protection des usagers et une Europe plus à la peine d'un point de vue économique. Est ainsi déploré un manque d'action de l'UE en la matière, malgré une bonne perception des enjeux et le développement de programmes intéressants en matière de cybersécurité.

En ce sens, sont formulées des propositions visant à développer une politique du numérique européenne, à travers le développement d'entreprises et de projets de recherche (IA, etc.), voire la création d'un réseau social européen. En parallèle, l'UE est invitée à renforcer encore davantage la protection des données de ses citoyens ainsi que la sécurité de ces derniers sur internet.

Extraits de propositions / Extracts from propositions:

- **Proposition 12** : *Soutenir le financement de nouveaux réseaux sociaux européens avec une charte éthique plus poussée et soutenir la R&D dans ce domaine.*
- **Proposition 13** : *Imposer aux GAFAM de conserver les données des citoyens européens dans des data centers sur le sol européen.*
- **Proposition 10**: *Mitigate the differences between the different country members' bureaucracies through the development of a European E-governance.*
- **Proposition 22**: *Run a Data protection impact assessment to measure the actual effects of GDPR.*

III – L'indice annuel de citoyenneté européenne

A- La méthodologie de l'IACE

L'indice annuel de citoyenneté européenne (IACE) vise à évaluer la place de la citoyenneté européenne au sein de l'ESCP. Il se construit à partir de 6 indicateurs qui reflètent chacun la réalisation d'un objectif intermédiaire prédéfini :

- **Indicateur 1** : nombre de participants au cycle annuel d'activité de l'OECE rapporté à l'ensemble de la communauté ESCP (*pourcentage*), afin de mesurer l'impact des activités de l'OECE sur la communauté ESCP ;
- **Indicateur 2** : nombre de participants à la seule phase de consolidation rapporté au nombre total de participants sur le cycle annuel d'activité (*pourcentage*), visant à mesurer l'appropriation et la pénétration de la question européenne au sein de la communauté ESCP ;
- **Indicateur 3** : mesure de satisfaction de la citoyenneté européenne à l'ESCP par l'ensemble de ses étudiants (*pourcentage sur le fondement d'une notation*), permettant d'évaluer le positionnement de la communauté ESCP vis-à-vis de la question européenne ;
- **Indicateur 4** : nombre de propositions issues de la consultation valides rapporté au nombre total de propositions formulées (*pourcentage*), afin de mesurer la qualité du rapport des nouveaux étudiants de l'école à la question européenne ;
- **Indicateur 5** : nombre d'événements étudiants labélisés par l'OECE rapporté au nombre total d'événements étudiants organisés à l'ESCP (*pourcentage*), visant à mesurer la profondeur de l'identité européenne dans la vie étudiante de l'ESCP ;
- **Indicateur 6** : nombre d'étudiants ayant suivi un enseignement portant sur les questions européennes (*stricto sensu*) rapporté au nombre total d'étudiants (*pourcentage*), afin de mesurer la profondeur académique de la question européenne à l'ESCP.

Par sa construction simple et lisible, l'IACE se veut être un outil mobilisable par tous les acteurs de la communauté ESCP et vise à servir d'outil objectif à l'approfondissement et au développement de l'exercice de la citoyenneté européenne au sein de l'institution. A cet égard, il a été veillé à ce que l'indice intègre et recouvre toutes les dimensions de cet exercice.

Chacun des indicateurs de l'IACE est associé à une pondération tendant à représenter l'importance de son objet de mesure dans l'exercice de la citoyenneté européenne à l'ESCP. La pondération retenue dans le calcul de l'IACE est annexée chaque année au rapport de l'OECE. Afin de maximiser la pertinence des comparaisons, l'OECE veille tout particulièrement à la stabilité pluriannuelle de la pondération de l'IACE. Toute modification apportée à cette dernière devra ainsi être soigneusement motivée et fera l'objet d'une décision écrite annexée au rapport annuel relatif au cycle auquel s'applique la pondération modifiée.

L'IACE fait chaque année l'objet d'une annexe spécifique au rapport annuel (voir l'annexe 4 du présent rapport). Celle-ci contient un tableau synthétique de ses fondements méthodologiques ainsi que les mentions obligatoires relatives à sa pondération pour l'année donnée (cf. *supra*).

B- L'IACE pour 2019-2020 (IACE 2020)

Au cas spécifique du cycle 2019-2020, l'IACE calculé déroge aux modalités explicitées *supra*. En effet, eu égard à la réalisation encore partielle des activités de l'OECE sur ce premier cycle d'activité, l'IACE 2020 n'a été calculé que sur le fondement des indicateurs 1 et 4. L'indicateur 1 a par ailleurs été légèrement adapté pour gagner en pertinence compte-tenu de la spécificité ainsi décrite du cycle 2019-2020. Les indicateurs 2, 3, 5 et 6 n'ont ainsi pu être mobilisés faute de données disponibles et/ou collectées durant ce premier cycle. La montée en puissance progressive du projet OECE permettra donc un calcul de l'IACE enrichi et complet.

En l'espèce, si l'indicateur 1 mesure théoriquement le nombre de participants sur l'ensemble du cycle annuel d'activité rapporté à l'ensemble de la communauté ESCP (*pourcentage*), il témoignera, pour le cas de l'IACE 2020, du ratio entre le nombre de participants à la phase de consultation et le nombre total de nouveaux étudiants à l'ESCP en 2019-2020 – l'exercice des consultations étant, de fait, destinés auxdits nouveaux étudiants de l'école. Aussi, compte-tenu du fait que ces derniers n'aient pas tous pris part à l'exercice des consultations dès ce premier cycle d'activité de l'OECE, l'indicateur 1 remanié permet en substance de mesurer la trajectoire de montée en puissance du projet OECE pour ce qui est de la phase de consultation.

Pour le cycle 2019-2020, l'IACE 2020 s'élève ainsi à **0,84** :

Indicateur	Valeur
Indicateur 1 (<i>modifié</i>) : nombre de participants à la phase de consultation rapporté à l'ensemble des nouveaux étudiants de l'ESCP en 2019-2020	84,5%
Indicateur 4 : nombre de propositions issues de la consultation valides rapporté au nombre total de propositions formulées (%)	83,5%
IACE 2020 (après application de la pondération ¹¹)	0,84

A noter que nonobstant son caractère partiel, l'OECE a fait le choix de procéder au calcul et à la publication de l'IACE 2020, afin que celui-ci puisse pleinement s'intégrer au bilan de son premier cycle d'activité et en constituer l'un des sortants. Par conséquent, il convient nécessairement de préciser la portée mécaniquement très limitée des comparaisons pluriannuelles qu'il sera possible d'effectuer entre l'IACE 2020 et les IACE suivants. L'IACE 2020 acquiert ainsi davantage une portée autonome et appelle à une interprétation de son niveau en statique. Toutefois, il peut utilement être envisagé que soit associé à l'IACE 2021 et/ou 2022 un calcul complémentaire de ces derniers « en mode » IACE 2020 afin de permettre d'éventuelles comparaisons avec celui-ci.

¹¹ Voir annexe 4

ANNEXES

Annexe 1 – Recueil des propositions / Book of propositions 2020-2019	<i>page 27</i>
Annexe 2 – Infographie des consultations étudiantes 2019-2020	<i>page 109</i>
Annexe 3 – Fiche de restitution des travaux des étudiants	<i>page 110</i>
Annexe 4 – L'indice annuel de citoyenneté européenne (IACE)	<i>page 111</i>
Annexe 5 – Présentation de l'OECE	<i>page 112</i>
Annexe 6 – Gouvernance et pilotage de l'OECE	<i>page 113</i>
Annexe 7 – Lettre de mission	<i>page 114</i>

— **RECUEIL DES PROPOSITIONS** —
BOOK OF PROPOSITIONS – 2019/2020

Travaux des étudiants de PMY (FRANÇAIS) pages 28 à 62
Work of M1-AST and BSc1 students (ENGLISH) pages 63 à 108

Travaux des étudiants de PMY (FRANÇAIS)

Table des thématiques :

- Agriculture et alimentation page 29
- Citoyenneté et identité page 32
- Défense, sécurité et justice page 35
- Ecologie et énergie page 38
- Education, culture et sport page 44
- Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations page 48
- Enjeux monétaires et budgétaires page 52
- Enjeux sociaux et santé page 54
- Industrie et commerce page 56
- Institutions et projet communautaires page 59
- Protection des citoyens et enjeux du numérique page 61

Agriculture et alimentation

Les constats des étudiants (1/2)

- L'Europe permet à certains de ses états-membres (tel que la France) de rester des puissances agricoles au niveau mondial.
- Les pays européens importent en trop grande quantité des produits agricoles et la gestion des stocks en la matière n'est pas optimale.
- La mise en place de la PAC était nécessaire, mais son modèle peut être amélioré.
- La PAC est de moins en moins adaptée pour faire face à la concurrence mondiale.
- Les coûts de production des agriculteurs européens sont conséquents.
- La pratique de l'élevage intensif et le recours à des fermes hors-sol existent encore.
- Le budget de la PAC diminue.
- La PAC devient de plus en plus verte et plus équitable.
- L'agriculture intensive n'est plus adaptée aux défis d'aujourd'hui.
- Il n'y a pas d'orientations réglementaires claires en matière d'utilisation des pesticides.
- L'interdiction de certains pesticides (Glyphosate) aggrave la situation des agriculteurs européens déjà en difficulté face à la concurrence des agriculteurs étrangers.
- Il existe un besoin de formation des agriculteurs pour une agriculture durable.
- Les agriculteurs européens subissent une forme de détresse sociale.
- Le sentiment de manque de reconnaissance est très présent chez les agriculteurs.
- L'agriculture bio a parfois des effets néfastes sur l'environnement (temps de transport, etc.).
- Les entreprises de la grande distribution réalisent d'importantes marges dans des conditions qui affectent les revenus des agriculteurs.
- La multiplicité de labels et la pression des lobbys provoquent une perte de visibilité et de transparence pour le consommateur.
- Les normes européennes sanitaires sont très développées.
- Les normes environnementales sont trop flexibles, des normes plus exigeantes ne sont pas instaurées durablement.
- L'UE peine à faire valoir et protéger ses normes à l'échelle internationale lors de négociations sur des traités de libre-échange, malgré les importants moyens financiers consacrés à l'agriculture.

Agriculture (2/3)

Les constats des étudiants (2/2)

- Il existe une surproduction agricole qui entraîne un gaspillage alimentaire trop important.
- Les propositions de loi relatives au respect des animaux ont souvent été rejetées.
- L'Europe importe de nombreux produits agricoles notamment car les populations consomment beaucoup de produits hors-saison.
- Les produits alimentaires disponibles en Europe sont de bonne qualité.
- Bien manger en Europe coûte cher.
- Les incitations à consommer localement se développent de plus en plus.
- Ils existent plusieurs labels alimentaires harmonisés à l'échelle européenne.



Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : Sensibiliser le consommateur au sujet de la rémunération des agriculteurs à leur juste valeur.
- **Proposition 2** : Démocratiser et encourager financièrement des modes d'agriculture innovants (polyculture, permaculture, etc.) et accompagner les agriculteurs dans leur formation et/ou reconversion en la matière.
- **Proposition 3** : Aider les agriculteurs dans leur transition vers le bio.
- **Proposition 4** : Réglementer à l'échelle européenne sur le respect des animaux.
- **Proposition 5** : Encourager le recours aux circuits courts pour réduire l'empreinte carbone en matière d'agriculture et d'alimentation.
- **Proposition 6** : Informer sur le mode d'élevage de chaque viande proposée dans les services de restauration collectifs (cantines, etc.).
- **Proposition 7** : Réallouer le budget de la PAC à des fins de modernisation des pratiques agricoles, notamment pour donner accès à l'innovation aux petits agriculteurs.
- **Proposition 8** : Veiller à ce que les normes de la PAC soient respectées.
- **Proposition 9** : Trouver un équilibre normatif entre protection de la santé et de l'environnement et simplicité des règles applicables aux agriculteurs.
- **Proposition 10** : Garantir la transparence en matière d'utilisation de pesticide.

Agriculture (3/3)

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 11** : Créer une instance européenne pour gérer les stocks de produits agricoles afin de permettre une redistribution des excédents à l'échelle européenne en respectant au maximum les circuits-courts.
- **Proposition 12** : Instituer quatre labels à appliquer à l'échelle européenne : 1- sur la qualité nutritive du produit, 2- sur le juste prix pour l'agriculteur, 3- sur la proximité et l'empreinte carbone, 4- sur le bien-être animal.
- **Proposition 13** : Ne pas conclure d'accords ne respectant pas les normes européennes (Mercosur, CETA) afin de diminuer les importations.
- **Proposition 14** : Accorder les subventions de la PAC aux agriculteurs selon la qualité et non à la quantité produite.
- **Proposition 15** : Instaurer des labels de type « commerce équitable » pour garantir un juste prix aux agriculteurs.
- **Proposition 16** : Sensibiliser plus fortement les consommateurs sur les conséquences des différents modes d'alimentation (communication à l'école, etc.).
- **Proposition 17** : Garantir le niveau de revenu des agriculteurs en exerçant une pression sur les marges des grands groupes agro-alimentaires.
- **Proposition 18** : Interdire les importations de produits déjà disponibles en Europe.
- **Proposition 19** : Instaurer des prix minimums pour certains produits tel que pour le lait.
- **Proposition 20** : Réviser la politique des dates de péremption pour éviter le gaspillage.
- **Proposition 21** : Instaurer un système de traçabilité des aliments à l'échelle européenne plus rigoureux et harmoniser les normes sanitaires pour l'alimentation.

Citoyenneté et identité

Les constats des étudiants (1/2)

- L'identité européenne se fonde sur une diversité de cultures.
- Se sentir européen, ce n'est pas forcément avoir une identité commune mais vouloir construire un projet commun autour de certaines valeurs.
- Il demeure difficile de définir précisément l'identité européenne, c'est une notion qui peut être discutable.
- Le taux d'abstention aux élections européennes demeure élevé.
- Le sentiment d'identité européenne est pluriel et diffère selon les zones géographiques (métropoles vs. zones rurales notamment), les classes d'âge ou encore les catégories sociales.
- Voyager permet de prendre conscience des avantages d'être un citoyen européen (espace Schengen, paiement grâce à l'euro, pass Interrail).
- Le sentiment européen n'est pas aussi fort que le sentiment national et personne ne semble vouloir abandonner le second au profit du premier.
- La citoyenneté européenne existe mais ne permet pas forcément de créer un sentiment d'identité européenne.
- L'identité européenne se fonde, à certains égards, sur l'histoire commune des pays, l'organisation des villes, la volonté de paix après des conflits européens : il s'agit d'une identité "rationnelle" et non "sentimentale".
- L'identité européenne n'existe jamais autant que dans l'altérité et les crises : le défi de s'unir dans la diversité rapproche les européens.
- L'identité européenne semble connaître une crise avec la montée des nationalismes.
- L'identité européenne est parfois perçue comme une menace d'effacement des identités nationales et locales.
- Le sentiment d'appartenance européenne se révèle souvent en dehors de l'Europe où un ressortissant européen y est avant tout perçu comme tel.
- Les carences des institutions européennes en matière d'information, de communication, de transparence, voire d'éducation ne permettent pas de rassembler autour d'un message commun.
- Les élargissements successifs peuvent conduire à une dilution du sentiment d'appartenance européenne.

Citoyenneté et identité (2/3)

Les constats des étudiants (2/2)

- Le sentiment de citoyenneté européenne semble corrélé à la connaissance des droits européens des citoyens : cela ne suffit pas à former une identité européenne objective.
- Les citoyens européens ne comprennent pas toujours le sens et le but de l'UE, ce qui diminue leur propension à se sentir européen.
- Il manque des piliers communs à l'UE (langue, histoire, etc.).
- L'expression d'une envie d'Europe fédérale est souvent perçue comme un tabou ou considéré comme un acte antipatriotique.
- Plusieurs initiatives (hymne européen, la nomination de capitales européennes, etc.) permettent à une culture européenne d'émerger.



Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : Eveiller une identité européenne chez les jeunes citoyens européens par le biais de l'éducation en créant des ateliers européens, à l'école primaire par exemple.
- **Proposition 2** : Poursuivre et amplifier les efforts de communication de la part de l'UE pour promouvoir la citoyenneté européenne et lancer des campagnes de communication élargies pour mettre en valeur ses succès.
- **Proposition 3** : Préférer l'approfondissement à l'élargissement.
- **Proposition 4** : Travailler à la réduction des inégalités (géographiques, démographiques, etc.) en matière de sentiment d'appartenance à une citoyenneté européenne.
- **Proposition 5** : Nourrir l'identité européenne par le développement de liens entre l'UE et le reste du monde, au travers de grands projets/partenariats (infrastructures, etc.).
- **Proposition 6** : Enseigner l'histoire d'un point de vue plus européen (exemple : droits de l'homme, conflits historiques selon une perspective européenne, etc.).
- **Proposition 7** : Créer une structure de service civique européen.
- **Proposition 8** : Sensibiliser la population sur l'usage des financements et subventions européens, en particulier à l'échelon local, et mieux médiatiser les projets financés à travers des campagnes de communication (panneaux explicatifs, etc.).
- **Proposition 9** : Matérialiser l'UE à travers la création de chaînes de télévision européennes.

Citoyenneté et identité (3/3)

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 10** : Favoriser les initiatives européennes auprès et pour les étudiants de l'ESCP : interventions d'organismes et associations tels que la Maison de l'Europe, ajouter le drapeau européen sur les visuels de l'école (pulls de promo, etc.).
- **Proposition 11** : Promouvoir l'identité européenne par le sport (création d'équipes européennes de football, de basketball, etc.).
- **Proposition 12** : Utiliser les villes européennes comme levier de promotion de l'UE : rendre visible l'Europe dans les villes.
- **Proposition 13** : Redéfinir les valeurs centrales du projet européen afin de s'unir autour d'un objectif commun.
- **Proposition 14** : Renforcer le fonctionnement démocratique de l'Europe.
- **Proposition 15** : Ajouter un sigle européen sur les cartes nationales d'identité.

Défense, sécurité et justice

Les constats des étudiants (1/2)

- L'UE est trop dépendante de l'OTAN et n'est pas capable de se défendre seule, le budget militaire européen est trop faible.
- Il y a une divergence d'intérêts et un manque de coopération européenne quant aux questions de la défense, de la sécurité et de la justice.
- Il y a une fracture au sein de l'UE sur la question des frontières.
- Les normes juridiques de l'UE sont efficaces (puissance normative) mais parfois contestées.
- Il n'y a pas d'armée européenne mais il y a des initiatives bilatérales en la matière.
- Des initiatives ont été prises au Bourget avec le programme SCAF (système de combat aérien du futur).
- Il y a une réticence des citoyens à défendre d'autres pays que le leur.
- La position de la Cour de justice de l'UE est parfois en contradiction avec celle des juridictions des Etats-membres (ex : affaire Lambert).
- Les Etats-membres ne sont pas prêts pour un transfert de souveraineté en matière de justice.
- Le dispositif Eurocorps semble insuffisant.
- Il y a beaucoup de divergences entre les pays en matière de défense et de sécurité (culture d'intervention militaire, cultures et procédés juridiques, etc.).
- Il existe des rencontres interarmées.
- Il a eu un renforcement de la Coopération structurée permanente (CSP).
- Il y a une coordination des polices nationales et de certains régiments militaires.
- On constate une remilitarisation de certains pays européens (ex : Suède, Finlande).
- Des avions de chasse russes survolent des territoires européens.
- Il existe des réticences de la part de certains Etats à communiquer leurs dossiers sécuritaires.
- Les Etats-membres disposent de systèmes juridiques et militaires solides et bien établis.
- Nonobstant l'absence de force armée européenne, il y a une politique de défense commune.
- Le système juridique européen est efficace.

Défense, sécurité et justice (2/3)

Les constats des étudiants (2/2)

- L'UE a recours à l'EUFOR pour appliquer sa politique de sécurité commune.
- Il est difficile de combattre le terrorisme au niveau européen.
- Les justices nationales priment sur les territoires mais le recours des citoyens à la justice européenne est possible.
- Il y a un problème d'adéquation des systèmes de justice entre les différents pays.
- Le budget de la défense n'est pas assez élevé et il engendre une trop forte dépendance vis-à-vis des Américains.



Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : Accentuer la coopération et la mise en commun des données relatives à la lutte contre le terrorisme.
- **Proposition 2** : Augmenter l'investissement des Etats-membres dans la R&D de sécurité et de défense pour développer cette industrie à l'échelle européenne.
- **Proposition 3** : Définir une véritable politique extérieure européenne sur la question des frontières.
- **Proposition 4** : Coordonner une véritable politique de défense commune.
- **Proposition 5** : Renforcer la coopération européenne entre les services de renseignement des Etats-membres.
- **Proposition 6** : Renforcer des accords militaires multilatéraux entre les pays sans pour autant créer une armée européenne.
- **Proposition 7** : Renforcer la coopération des services de secours, notamment des canadiens, pour mieux intervenir dans les États en cas de crise.
- **Proposition 8** : Développer un véritable modèle de justice fédérale tout en conservant des marges de manœuvres nationales.
- **Proposition 9** : Augmenter le budget européen alloué à la défense avec une contribution proportionnelle aux PIB des pays.
- **Proposition 10** : Mettre en commun les armements nationaux.

Défense, sécurité et justice (3/3)

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 11** : Renforcer la Politique de Sécurité et de Défense Commune.
- **Proposition 12** : Développer, avec les Etats qui le souhaitent, une armée européenne indépendante.
- **Proposition 13** : Sanctionner davantage les pays qui ne respectent pas les droits de l'Homme.
- **Proposition 14** : Ne pas créer d'armée européenne et conserver les armées nationales.
- **Proposition 15** : Investir davantage dans les mécanismes de sécurité et de prévention.

Ecologie et énergie

Les constats des étudiants (1/2)

- Les mix énergétiques des pays européens sont très différents.
- Certains pays de l'UE se sont engagés dans une sortie du nucléaire tandis que certains maintiennent ou accroissent leur engagement dans cette énergie.
- La concurrence commerciale européenne peut pousser différentes entreprises à innover dans les énergies renouvelables afin d'attirer les consommateurs.
- Les mix énergétiques européens encore trop centrés sur les énergies fossiles et ne satisfont pas les objectifs énergétiques de l'UE.
- L'Europe ne produit pas assez d'énergie verte.
- Les politiques européennes de l'énergie ne sont pas suffisamment coordonnées : il n'y a pas d'orientations ni de législation communes en la matière.
- Les citoyens ne sont pas suffisamment informés des actions de l'UE en matière de politique énergétique.
- Certains pays utilisent encore beaucoup de charbon, notamment la Pologne et l'Allemagne.
- Une sortie trop rapide du nucléaire (comme en Allemagne) conduit à des situations incohérentes (ex : contrainte d'importer de l'électricité, elle-même produite avec du nucléaire).
- Il y a de nombreuses tensions dans les pays de l'Est de l'Europe sur les enjeux énergétiques.
- Il y a une prise de conscience écologique chez la population jeune illustrée par les bons scores des partis écologiques aux dernières élections (ex : premier parti en Irlande).
- Il existe des objectifs en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre dans les traités européens (ex : Traité de Lisbonne, objectif de 20% en 2020).
- Les pays européens prennent des mesures contre la déforestation avec notamment l'interdiction en France des produits issus des coupes illégales.
- La citoyenne Greta Thunberg est considérée par certains comme un symbole du combat écologique.
- Les politiques des pays membres en matière de taxe/composante carbone sont très hétérogènes.
- La mobilité en voiture devient plus verte et plus contrainte (ex : mise en place des pastilles).

Ecologie et énergie (2/6)

Les constats des étudiants (2/2)

- La BCE ne prend pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux dans sa politique.
- L'économie de marché ne semble pas en mesure de répondre convenablement à l'urgence écologique.
- Les permis à polluer sont trop nombreux et leurs prix ne sont pas suffisamment dissuasifs.
- Les usines de minage de cryptomonnaies polluent beaucoup.
- Le paquet climat-énergie de 2014 a fixé des objectifs pour 2030 dont l'un d'eux est contraignant : 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.
- Il y a un problème d'exportation et de délocalisation des déchets qui permet de réduire artificiellement l'empreinte carbone de l'Europe.
- Airbus a lancé une nouvelle gamme d'avions néo plus écologiques.
- De nombreuses initiatives sont mises en place afin de réduire l'usage du plastique et des émissions de CO2 au sein de l'UE.
- L'UE fait partie des régions les plus avancées dans la transition écologique mais l'engagement des pays en la matière est très hétérogène (pays nordiques en avance et décalage Est/Ouest).
- Il y a un manque de contrôle sur l'exploitation pétrolière et halieutique dans les pays nordiques.
- Il y a un manque de législation sur le stockage des données, source de pollution.
- Il y a eu une grande avancée dans la production de véhicules propres.
- L'écologie et l'énergie ne font pas partie des compétences partagées ce qui empêche de légiférer à l'échelle européenne.
- Les politiques de recyclage ne sont pas homogènes en Europe (pas de système de tri en Croatie par exemple).
- L'objectif 2020 sur l'environnement est ambitieux mais peu réaliste sur certains points.
- La COP 21 s'est révélée être assez efficace à l'échelle européenne.
- Il y a une progression de la prise en compte politique de l'écologie notamment à l'échelle de l'Europe par la Commission Européenne.
- L'Europe encourage les agriculteurs qui respectent l'environnement.

Ecologie et énergie (3/6)

Les propositions des étudiants (1/4)

- **Proposition 1** : Considérer le nucléaire comme un outil de transition écologique.
- **Proposition 2** : Faire émerger un géant européen de l'énergie (ex : Euratom).
- **Proposition 3** : Harmoniser les infrastructures énergétiques à l'échelle européenne.
- **Proposition 4** : Mieux communiquer sur la politique/réglementation énergétique européenne.
- **Proposition 5** : Investir davantage sur des projets de fusion nucléaire (ex : projet ITER) plutôt que de fission.
- **Proposition 6** : Augmenter la part du budget européen consacré à la transition énergétique, et notamment à la recherche dans le domaine des énergies renouvelables.
- **Proposition 7** : Engager une trajectoire de fermeture des centrales thermiques/à charbon et de développement d'une production d'énergie plus verte.
- **Proposition 8** : Accompagner et soutenir les pays dépendant d'énergies fossiles dans leur transition énergétique.
- **Proposition 9** : Développer des parcs éoliens off-shore et des turbines sous-marines.
- **Proposition 10** : Accélérer l'abandon du nucléaire en Europe.
- **Proposition 11** : Etendre les réseaux électriques intelligents pour favoriser l'économie d'énergie.
- **Proposition 12** : Clarifier les conséquences sur l'environnement des ressources énergétiques utilisées par les européens, en particulier du nucléaire.
- **Proposition 13** : Adopter une position commune à l'échelle de l'Europe sur le nucléaire.
- **Proposition 14** : Inciter les citoyens à réduire leur consommation d'énergie.
- **Proposition 15** : Diversifier les figures de la lutte contre le changement climatique en créant un comité de représentants européens (1 représentant par pays).
- **Proposition 16** : Mettre en place une taxation carbone suffisamment contraignante.
- **Proposition 17** : Subventionner davantage les acteurs qui agissent pour la défense de l'environnement.
- **Proposition 18** : Augmenter le prix des quotas d'émissions de GES sur le marché européen.
- **Proposition 19** : Communiquer davantage sur l'existence et le rôle de ces marchés d'émissions de GES entre les entreprises.

Ecologie et énergie (4/6)

Les propositions des étudiants (2/4)

- **Proposition 20** : Harmoniser les normes en matière de bâtiment à l'échelle de l'UE.
- **Proposition 21** : Défisicaliser les investissements verts (création des niches fiscales européennes vertes).
- **Proposition 22** : Renforcer les mesures coercitives en matière de gestion écologique des énergies.
- **Proposition 23** : Accentuer l'implication de la BCE (et de sa politique monétaire) dans la transition énergétique.
- **Proposition 24** : Émettre davantage de titres de type "green bonds" sur les marchés financiers.
- **Proposition 25** : Déterminer, à l'échelle européenne, un plancher de la part de l'épargne consacrée aux projets verts.
- **Proposition 26** : Accentuer la couverture en transports en commun de l'UE et travailler à une amélioration de l'interconnectivité des transports.
- **Proposition 27** : Renforcer les liaisons ferroviaires entre les pays de l'UE (pour réduire les voyages en avion et autres modes plus polluants).
- **Proposition 28** : Rendre plus accessible financièrement les moyens de transport les plus propres, notamment le transport ferroviaire.
- **Proposition 29** : Limiter les vols nationaux.
- **Proposition 30** : Simplifier la lisibilité de l'étiquetage du tri des déchets, et encourager les entreprises et les ménages à trier davantage.
- **Proposition 31** : Améliorer la traçabilité et le suivi des déchets à l'échelle européenne.
- **Proposition 32** : Réviser les normes écologiques et environnementales à la hausse et moduler la trajectoire d'application de ces dernières selon le développement des pays.
- **Proposition 33** : Rendre les subventions de la PAC plus éco-responsable et favoriser l'agriculture locale.
- **Proposition 34** : Taxer le kérosène au niveau européen.
- **Proposition 35** : Créer une subvention européenne visant à encourager une meilleure isolation thermique des habitations.
- **Proposition 36** : Sensibiliser au recyclage dès l'école.
- **Proposition 37** : Réinstaurer le système de la consigne dans tous les pays (en suivant l'exemple de l'Allemagne).

Ecologie et énergie (5/6)

Les propositions des étudiants (3/4)

- **Proposition 38** : Installer un compost et un potager à l'ESCP BS.
- **Proposition 39** : Paramétrer le moteur de recherche Ecosia sur tous les ordinateurs de l'ESCP BS.
- **Proposition 40** : Repenser les installations sanitaires de l'ESCP BS (séchoirs automatiques ou tissus qui se lavent automatiquement).
- **Proposition 41** : Installer des lumières à détection automatique dans les locaux d'ESCP BS.
- **Proposition 42** : Supprimer la facturation de la cantine d'ESCP BS (en le dématérialisant sur l'application).
- **Proposition 43** : Proposer des séminaires de formation et de prévention sur l'environnement à l'échelle européenne.
- **Proposition 44** : Installer des systèmes de récupération des déchets dans les mers et les océans européens (en particulier en mer Méditerranée).
- **Proposition 45** : Instaurer une journée européenne végétarienne dans les établissements scolaires.
- **Proposition 46** : Réguler et sanctionner l'envoi de publicités papiers et mail.
- **Proposition 47** : Mieux recycler à l'échelle européenne les matériaux qui proviennent des destructions de bâtiments et des chantiers.
- **Proposition 48** : Subventionner, à l'échelle européenne, les particuliers qui favorisent la transition écologique (panneaux solaires, etc.).
- **Proposition 49** : Inciter les particuliers et les entreprises à réaliser leur bilan carbone (par un système de bonus/malus).
- **Proposition 50** : Harmoniser les normes écologiques et énergétiques en Europe notamment dans les entreprises.
- **Proposition 51** : Créer une agence européenne de l'énergie et de l'écologie.
- **Proposition 52** : Traiter les problématiques écologiques grâce à des groupes d'experts européens doter d'un pouvoir exécutif.
- **Proposition 53** : Amplifier les campagnes de sensibilisation à propos de l'empreinte écologique des produits consommés par les européens.
- **Proposition 54** : Inciter, y compris fiscalement, le développement d'initiatives contre le gaspillage (par exemple les « Frigos écologiques »).

Ecologie et énergie (6/6)

Les propositions des étudiants (4/4)

- **Proposition 55** : Amplifier les restrictions contre les emballages inutiles.
- **Proposition 56** : Etablir un système européen de bonus/malus pour encourager les entreprises dans la transition écologique.
- **Proposition 57** : Financer le développement des énergies vertes des PECO via un mécanisme de solidarité européen.
- **Proposition 58** : Valoriser et subventionner à l'échelle européenne les start-ups engagées dans la transition écologique.
- **Proposition 59** : Légiférer sur l'obsolescence programmée et sanctionner financièrement les entreprises concernées.
- **Proposition 60** : Mettre en place une boucle européenne de traitement des déchets.
- **Proposition 61** : Créer un prix de la ville la plus éco-responsable ouvrant droit à des subventions.

Education, culture et sport

Les constats des étudiants (1/2)

- Les systèmes éducatifs européens sont très différents entre les pays, notamment au niveau de l'organisation des cours.
- Il existe des échanges académiques européens dès le collège, mais ceux-ci demeurent dépendants de la volonté des établissements.
- Les échanges académiques ont souvent lieu avec des pays frontaliers.
- Erasmus est une véritable réussite mais ne bénéficie pas toujours d'une communication suffisante.
- Il y a une différence entre les modèles d'éducation européens, en particulier dans certaines filières (ex : médecine).
- Les divergences de système éducatif selon les pays européens tendent à créer une barrière culturelle entre lesdits pays.
- Ils existent des "classes européennes" dans les collèges et lycées.
- Les programmes d'échange entre l'Europe et le reste du monde ne sont pas assez développés.
- Le fonctionnement de l'UE n'est pas enseigné dans tous les lycées européens.
- La pédagogie pour l'apprentissage des langues est défailante et notamment en France.
- L'Europe offre de grandes opportunités pour les étudiants (ERASMUS en est un exemple).
- Il n'y a pas de véritable stratégie européenne en matière d'éducation et de culture.
- L'Europe ne donne pas les outils nécessaires aux jeunes européens pour s'ouvrir à la culture et à l'art alors que peu d'entre eux s'y intéressent sans y être encouragés.
- Interrail est un projet intéressant mais qui demeure relativement méconnu.
- La gratuité et/ou les bas tarifs des musées pour les étudiants européens est une initiative intéressante.
- L'offre culturelle en Europe est inégalement répartie au sein des pays et accentue les inégalités territoriales.
- Il existe une culture européenne en termes de partage de valeurs.
- Il existe un concours musical européen, Eurovision, qui permet de resserrer les liens entre les pays membres de l'UE.

Education, culture et sport (2/4)

Les constats des étudiants (2/2)

- Les citoyens européens manquent de connaissances sur les autres pays de l'UE.
- Les projets sportifs y compris universitaires sont encore peu nombreux à l'échelle européenne et il n'y a pas de budget commun dédié au sport.
- Les aides financières européennes pour les jeunes sportifs de haut niveau sont faibles.
- Il existe des initiatives sportives à l'échelle de l'Europe, comme les Jeux européens ou le championnat de football (l'Euro), certaines sont très reconnues et médiatisées.



Les propositions des étudiants (1/3)

- **Proposition 1** : Intégrer une semaine culturelle européenne obligatoire dans le système d'éducation de chaque pays-membre pour découvrir toutes les formes d'art à l'échelle de l'UE (cinéma, théâtre, musée, etc.).
- **Proposition 2** : Développer un accompagnement pour l'orientation dès le collège incluant une dimension européenne.
- **Proposition 3** : Financer les échanges académiques à l'échelle de l'UE, selon une politique et des processus européens déterminés, plutôt que de laisser l'initiative aux établissements, afin de les multiplier et de développer une cohésion européenne.
- **Proposition 4** : Encourager les programmes d'échange entre pays européens plus éloignés géographiquement.
- **Proposition 5** : Tendre vers une convergence des modèles éducatifs pour reconnaître les diplômes des pays-membres dans toute l'UE.
- **Proposition 6** : Accentuer la communication sur les dispositifs Interrail et Erasmus.
- **Proposition 7** : Mettre en place des cours d'éducation civique européenne (à partir du collège) et des enseignements sur la construction européenne et l'histoire de l'Europe et de ses pays membres.
- **Proposition 8** : Intégrer l'enseignement de différentes langues européennes dans les programmes scolaires dès l'école primaire.
- **Proposition 9** : Simuler des travaux du Parlement européen à l'école.
- **Proposition 10** : Créer une matière commune à tous les élèves de l'UE visant à enseigner les différentes valeurs européennes.

Education, culture et sport (3/4)

Les propositions des étudiants (2/3)

- **Proposition 11** : Donner la possibilité aux élèves de partir faire une partie de leur cursus scolaire dans un établissement européen, par exemple sur l'année de seconde.
- **Proposition 12** : Favoriser les correspondances entre les élèves européens.
- **Proposition 13** : Valoriser les pédagogies linguistiques des Etats membres ayant de bons résultats en la matière.
- **Proposition 14** : Développer les journées de découverte culinaire dans les établissements scolaires afin de permettre aux élèves de découvrir autrement les autres cultures européennes.
- **Proposition 15** : Créer des diplômes de citoyenneté européenne dans les collèges ou lycées.
- **Proposition 16** : Profiter des échanges entre lycéens européens pour développer des journées de citoyenneté européenne.
- **Proposition 17** : Promouvoir le sentiment européen à l'école dès le plus jeune âge.
- **Proposition 18** : Encourager les échanges Erasmus dans toutes les filières notamment les plus professionnelles.
- **Proposition 19** : Favoriser les universités européennes.
- **Proposition 20** : S'accorder sur une langue commune européenne et rendre obligatoire l'apprentissage.
- **Proposition 21** : Développer une offre européenne d'éducation artistique (histoire de l'art, musique, etc.).
- **Proposition 22** : Améliorer la desserte des lieux culturels européens par des transports gratuits.
- **Proposition 23** : Mieux médiatiser l'élection de la capitale européenne de la culture.
- **Proposition 24** : Renforcer les jumelages entre villes européennes (y compris ultramarines) et en particulier avec les pays membres les plus récents.
- **Proposition 25** : Organiser une exposition européenne inspirée du modèle de l'exposition universelle.
- **Proposition 26** : Créer une carte de musée européenne.
- **Proposition 27** : Obliger les chants de l'Eurovision à être interprétés dans la langue nationale des artistes.

Education, culture et sport (4/4)

Les propositions des étudiants (3/3)

- **Proposition 28** : Mettre des quotas de musiques européennes à la radio.
- **Proposition 29** : Créer et valoriser un véritable média européen.
- **Proposition 30** : Créer un pass européen sport et culture (à l'image des pass régionaux français).
- **Proposition 31** : Augmenter la part du sport dans le budget européen pour financer de meilleurs services et infrastructures.
- **Proposition 32** : Offrir plus de bourses européennes pour les sportifs de haut niveau.
- **Proposition 33** : Créer plus de compétitions sportives européennes entre les équipes scolaires et universitaires.
- **Proposition 34** : Organiser une compétition sportive européenne entre les campus de l'ESCP BS.
- **Proposition 35** : Créer des équipes sportives européennes de haut niveau.
- **Proposition 36** : Créer des championnats sportifs entre lycées sur la même base qu'un échange culturel : les élèves d'un lycée recevraient leurs correspondants chez eux le temps de l'évènement sportif, puis partiraient chez leur correspondant pour un autre évènement sportif organisé.
- **Proposition 37** : Valoriser les initiatives sportives européennes méconnues telles que les Jeux européens.

— Enjeux de politiques extérieures — diplomatie et migrations

Les constats des étudiants (1/2)

- La politique commune pour gérer les flux migratoires en Europe est insuffisante : il y a un manque de coopération et de coordination européennes en matière l'accueil des immigrants.
- Les conditions de vie des migrants dans les camps sont très souvent insalubres.
- Les démocraties illibérales à l'Est s'emmurent et recréent des frontières physiques qui ne sont pas compatibles avec les valeurs de l'UE.
- Les migrations internes en Europe (travailleurs détachés) ne bénéficient pas d'un encadrement juridique clair.
- Tous les pays membres ne sont pas concernés par les flux migratoires de la même manière et privilégient leur propre intérêt national au détriment d'une solidarité européenne.
- Il y a une tentative de réglementation commune des flux migratoires (Frontex, axe de Visegrad, rapport d'Avignon) ainsi que des initiatives individuelles (ex : loi *Devoluciones en caliente* en Espagne).
- La politique européenne en matière migratoire vise essentiellement à être mise en œuvre dans les pays de départ.
- L'application effective des accords et des politiques communes (Frontex, UPM etc.) n'est pas assurée notamment du fait de dissensions entre les pays membres.
- La crise migratoire qui risque de s'intensifier impose une réponse rapide de l'UE.
- Le poids diplomatique de l'UE semble insuffisant.
- Les ambitions diplomatiques des pays européens divergent.
- L'ampleur du phénomène migratoire semble minimisée par la majorité des pays européens.
- Les pays de départ des migrants manquent d'infrastructures et de moyens permettant de retenir et limiter les flux.
- Le protocole Dublin III apparaît inefficace.
- Un climat de peur se développe à l'égard des populations immigrées nourrit par des partis europhobes connaissant une forte poussée politique.

Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations (2/4)

Les constats des étudiants (2/2)

- Les décisions en matière de migrations relèvent de l'échelon national, ce qui bloque la décision au niveau supranational.
- Les fonds européens alloués à la gestion de l'actuelle crise migratoire ne sont pas suffisants.
- L'UE manque de réactivité dans les situations de crises telles que la crise migratoire.
- Il y a une difficulté à maîtriser les flux de migrants aux frontières.
- Le trafic illégal de migrants est très présent en Méditerranée.
- Il y a un manque de coopération avec les pays à l'extérieur à l'UE notamment les pays dits "tampons".
- Il n'y a pas assez d'effectifs ni de moyen au sein de l'agence Frontex.
- L'UE fait face à une montée des mouvements extrémistes et eurosceptiques.
- La construction européenne est mise en danger par les divergences en matière de politique migratoire.
- La ligne dure et droite défendue par l'UE pour le Brexit semble avoir été efficace.
- Les migrations peuvent constituer une réponse au déficit démographique de certains pays européens.



Les propositions des étudiants (1/3)

- **Proposition 1** : Créer une haute commission européenne pour les migrations avec un pouvoir effectif de décision et un représentant nommé par Etat.
- **Proposition 2** : Imposer des sanctions pour le non-respect des quotas migratoires.
- **Proposition 3** : Mettre en place une réelle diplomatie de collaboration avec les pays de départ pour limiter les flux migratoires.
- **Proposition 4** : Construire une politique migratoire commune en prenant en compte l'expertise des ONG.
- **Proposition 5** : Favoriser l'insertion des migrants en subventionnant les associations d'aide aux migrants à l'échelle européenne.

Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations (3/4)

Les propositions des étudiants (2/3)

- **Proposition 6** : Solliciter davantage les citoyens en leur proposant des moyens concrets pour venir en aide aux migrants.
- **Proposition 7** : Autoriser et développer la migration "au mérite" en adaptant l'insertion des immigrés en fonction de leurs diplômes et compétences (médecins, ingénieurs, etc.).
- **Proposition 8** : Développer une large politique d'accueil en matière migratoire, au-delà de l'utilité économique ou d'un éventuel "mérite".
- **Proposition 9** : Arrêter "l'externalisation" de la gestion des problèmes migratoires et traiter réellement la question au niveau européen.
- **Proposition 10** : Informer et sensibiliser les européens autour des enjeux de l'immigration (éducation, sortie sur le terrain, journée obligatoire pour lutter contre la xénophobie, etc.).
- **Proposition 11** : Dégager un budget commun pour l'accueil des migrants qui bénéficierait aux pays selon leur degré de prise en charge des flux migratoires et comporterait éventuellement un volet incitatif.
- **Proposition 12** : Définir des axes communs en termes de diplomatie européenne pour commencer à développer une politique commune.
- **Proposition 13** : Définir clairement le rôle et les responsabilités de l'UE dans la gestion et la résorption de la crise migratoire.
- **Proposition 14** : Soutenir financièrement le secteur de l'enseignement et de la recherche des pays de départ des migrants afin d'offrir des alternatives économiques aux populations susceptibles d'immigrer (création de pôles de compétitivité, etc.).
- **Proposition 15** : Imposer des quotas d'accueil proportionnels aux capacités notamment économiques des pays européens.
- **Proposition 16** : Repenser la relation de l'UE avec les pays de départ afin de les aider à gérer leur émigration croissante (exemple : rôle de médiateur dans les pays en guerre, etc.).
- **Proposition 17** : Mieux contrôler les arrivées de migrants et avoir un suivi précis des populations immigrées et de leurs déplacements à court terme.
- **Proposition 18** : Créer un poste au sein de la commission européenne chargé de l'organisation des questions migratoires (plutôt que de créer une nouvelle institution).
- **Proposition 19** : Organiser la répartition des populations migrantes afin d'éviter des foyers de concentration et de répondre au mieux aux besoins des territoires (main d'œuvre etc.).

Enjeux de politiques extérieures : diplomatie et migrations (4/4)

Les propositions des étudiants (3/3)

- **Proposition 20** : Créer des partenariats mutuellement bénéfiques avec les entreprises visant à appréhender le besoin de main d'œuvre, faciliter l'embauche et l'intégration des populations migrantes.
- **Proposition 21** : Laisser la possibilité aux pays européens de ne pas accueillir de populations migrantes en contrepartie d'une participation financière accrue à la gestion de la crise.
- **Proposition 22** : Augmenter les effectifs et le budget de l'agence Frontex.
- **Proposition 23** : Clarifier la position diplomatique de l'UE à l'égard de la Libye.
- **Proposition 24** : Proposer une aide européenne (humaine, alimentaire, etc.) dans les pays de départ des migrants.
- **Proposition 25** : Incrire l'accueil des migrants dans une politique d'ensemble d'intégration (intégration professionnelle, apprentissage de la langue, etc.).
- **Proposition 26** : Laisser les pays souverains dans le choix d'accueil des migrants dits "économiques" mais obliger l'accueil des demandeurs d'asile par des accords coercitifs.
- **Proposition 27** : Développer une politique d'accueil des populations migrantes fondée sur la solidarité entre les pays européens.
- **Proposition 28** : Conserver des liens avec le Royaume-Uni malgré le Brexit.
- **Proposition 29** : Mettre fin à l'accord "UE-Ankara" de 2016 avec la Turquie.
- **Proposition 30** : Renforcer l'identité européenne à l'école dès la maternelle pour favoriser les mobilités internes à l'UE.
- **Proposition 31** : Accentuer le poids et le pouvoir du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.
- **Proposition 32** : Démanteler les réseaux de passeurs / de transit.
- **Proposition 33** : Accélérer les procédures concernant l'asile en Europe.
- **Proposition 34** : Etablir un contrôle européen des agents de Frontex pour assurer le respect des droits fondamentaux.
- **Proposition 35** : Institutionnaliser à l'échelle de l'UE les processus d'entrée des non-ressortissants européens.

— Enjeux monétaires et budgétaires —

Les constats des étudiants

- La politique monétaire européenne est unique alors qu'elle concerne dix-neuf pays macro-économiquement hétérogènes et ne permet pas de répondre efficacement aux problèmes de chaque pays.
- La politique monétaire unique a permis de lutter contre l'inflation et contre la crise financière de 2008 et d'apporter des réponses efficaces à la crise de la zone euro (QE, guidage prospectif, Union bancaire, MES).
- La politique monétaire de la BCE, efficace face à la crise, peut désormais paraître trop accommodante, ce qui pourrait mener à une nouvelle grosse crise financière.
- L'euro a permis de participer au développement économique de chacun des pays de la zone euro à des degrés différents.
- Les politiques monétaires non-conventionnelles démontrent une forme de dynamisme de la politique monétaire européenne.
- Le pacte de stabilité et de croissance impose des règles budgétaires contraignantes.
- La politique monétaire unique impose aujourd'hui aux pays de respecter des règles strictes qui peuvent pénaliser la croissance économique.
- La faiblesse des taux d'intérêt résultant des politiques monétaires non-conventionnelles peut être handicapante.
- L'euro n'est plus, aujourd'hui, adapté à tous les pays et incarne une perte de souveraineté monétaire.
- Le budget européen est très faible par rapport aux responsabilités de l'UE (1,1% du PIB européen).
- La règle des 3% est trop normative et trop procyclique.
- La zone monétaire n'est pas optimale, du fait d'un manque de politique budgétaire commune.
- Il n'y a pas de redistribution à l'échelle de l'UE et particulièrement à l'échelle de la zone euro.
- La politique monétaire est inefficace du fait de l'asymétrie des spécialisations.

Enjeux monétaires et budgétaires (2/2)

Les propositions des étudiants

- **Proposition 1** : Réviser le Pacte de Stabilité et de Croissance pour le rendre plus contracyclique.
- **Proposition 2** : Augmenter le budget de l'UE à hauteur de 3-4 % du PIB européen pour mener des politiques structurelles et industrielles fortes.
- **Proposition 3** : Rendre accessible à tous la ventilation des dépenses de l'UE de manière claire, simple, et transparente.
- **Proposition 4** : Assouplir la "règle des 3%".
- **Proposition 5** : Appeler à des prises de position claires des Etats-membres quant à l'avenir de la politique budgétaire européenne.
- **Proposition 6** : Mettre en place un fédéralisme budgétaire.
- **Proposition 7** : Abandonner l'euro et permettre aux pays d'avoir une politique monétaire souveraine afin de pouvoir cibler une inflation plus élevée et de poursuivre d'autres objectifs (croissance, lutte contre le chômage, stabilité financière, politiques industrielles).
- **Proposition 8** : Créer un FMI européen.
- **Proposition 9** : Diviser l'euro en deux monnaies européennes : une destinée aux pays du Sud de l'Europe qui ont besoin d'un euro « moins fort » et inversement pour les pays du Nord de l'Europe.
- **Proposition 10** : Flexibiliser davantage les contraintes budgétaires du traité sur la stabilité et la coopération budgétaire (assouplissement en période de crise et durcissement en période de croissance).
- **Proposition 11** : Mettre en place une forme de redistribution entre les Etats pour permettre la convergence des économies et rendre la zone monétaire optimale.
- **Proposition 12** : Encourager la convergence des modèles sociaux grâce à un budget européen plus élevé.

Enjeux sociaux et santé

Les constats des étudiants

- Les normes de santé sont très hétérogènes au sein de l'UE (par exemple, l'IVG n'est pas autorisée dans tous les pays européens).
- Le système de couverture des dépenses de santé est très différent selon les pays.
- Les systèmes de retraites sont différents selon les pays avec une tendance à la hausse de l'âge du départ à la retraite.
- Les normes de sécurité au travail sont très hétérogènes selon les pays.
- L'Europe communique peu sur ses éventuelles actions en matière de santé, celles-ci semblent inexistantes.
- La coordination des systèmes sociaux et de santé semble difficile à réaliser à l'échelle de l'UE.
- Les différences de niveau de vie et de réglementations mènent à un phénomène de dumping social et empêchent l'harmonisation des normes sociales.
- Le dumping social favorise les inégalités entre les citoyens européens.
- De fortes inégalités hommes/femmes concernant les emplois à temps partiel existent dans les Etats-membres.
- Il y a un renforcement de la législation pour le contrôle du trafic de faux médicaments (contrefaçons) à l'échelle européenne.
- Il existe d'importantes inégalités entre les pays européens au regard des infrastructures et des professionnels de santé (salaires, niveaux de qualification, etc.).
- La qualité et l'accessibilité des systèmes de soins des pays européens ne sont pas homogènes.
- Les différences entre les aides sociales et les taux de chômage des pays européens favorisent les migrations et nourrissent un sentiment d'inégalité et des crispations xénophobes.
- Il existe une carte européenne de santé.

Enjeux sociaux et santé (2/2)

Les propositions des étudiants

- **Proposition 1** : Faciliter l'accès des personnes en situation de handicap aux services publics et dans les transports par des normes européennes.
- **Proposition 2** : Travailler à l'harmonisation des normes sanitaires et sociales au sein de l'UE en s'alignant sur les pays les mieux-disants dans chaque domaine.
- **Proposition 3** : Piloter l'inspection de la qualité de l'air et de l'eau à l'échelle européenne.
- **Proposition 4** : Augmenter le budget de l'UE dédié aux politiques de santé.
- **Proposition 5** : Instaurer un revenu minimal au sein de chaque pays - en fonction du niveau de vie dans chacun d'entre eux - pour réduire progressivement les inégalités sociales entre les pays de l'UE.
- **Proposition 6** : Imposer des quotas européens d'infrastructures de garde pour les enfants en fonction des besoins des familles, afin de réduire le temps partiel subi.
- **Proposition 7** : Harmoniser les attendus académiques au niveau des études de médecine.
- **Proposition 8** : Mettre en place des normes européennes pour limiter la sous-traitance et l'externalisation de la gestion des déchets des industries chimiques et pharmaceutiques.
- **Proposition 9** : Accroître la mobilité des travailleurs en permettant une meilleure reconnaissance des diplômes entre les pays et distribuer des primes à la mobilité pour favoriser la migration du travail à l'échelle européenne.
- **Proposition 10** : Interdire le diesel d'ici 2030 en raison de son impact nocif pour la santé.
- **Proposition 11** : Créer un SMIC européen afin d'uniformiser le marché de travail de l'UE.
- **Proposition 12** : Créer des aides sociales européennes dont la distribution est adaptée au niveau de vie de chaque pays.
- **Proposition 13** : Instaurer le Nutriscore à l'échelle européenne.
- **Proposition 14** : Faire progresser la traçabilité des composants des produits notamment alimentaires.
- **Proposition 15** : Harmoniser les législations et accentuer les taxes sur les produits nocifs pour la santé (sucre, tabac, drogues, etc.) pour en réduire la consommation et allouer les moyens à des campagnes de prévention.

Industrie et commerce

Les constats des étudiants (1/2)

- Il existe un manque voire une absence de coordination dans la politique industrielle européenne.
- Il y a une grande disparité géographique (Est/Ouest) en matière d'activité industrielle en Europe.
- Il existe des investissements conjoints (Plan Juncker) et des coopérations transfrontalières (à l'image de la *BioValley*).
- Le développement d'une industrie européenne est discutable selon les secteurs (haut de gamme, luxe, aéronautique).
- L'Europe dispose d'une main d'œuvre qualifiée permettant de développer une industrie à forte valeur ajoutée.
- La Commission européenne est parfois un acteur bloquant en matière de politique industrielle et peut empêcher la création de champions européens.
- L'Europe dépense aujourd'hui trop peu en R&D.
- Les investissements étrangers (chinois, américain, indien) gangrèment l'Europe.
- Il existe un problème d'harmonisation fiscale (sauf pour la TVA) en Europe et la différence de fiscalité au sein des pays européens (stratégies d'exit notamment en Irlande) entraîne une concurrence déloyale.
- L'Europe adopte des positions normatives risquées par la conclusion de certains traités (MERCOSUR...).
- L'Allemagne et son modèle néomercantilisme fausse la dynamique commerciale européenne.
- Il y a un manque de coopération industrielle en Europe en raison d'intérêts nationaux spécifiques voire divergents (en matière de priorité d'innovations par exemple, etc.).
- Les déficits commerciaux des pays européens divergent en raison des spécialisations à valeur ajoutée différentes.
- Il y a une désindustrialisation dans les pays du Nord de l'Europe et une réindustrialisation dans les pays du Sud.
- Le commerce intra zone est fortement dynamique (70% des échanges se font au sein de l'UE) et les accords de libre-échange sont développés.
- L'UE souffre d'un problème de dumping social.

Industrie et commerce (2/3)

Les constats des étudiants (2/2)

- L'UE est la zone d'intégration régionale la plus aboutie malgré ses nombreuses limites.
- L'UE ne parvient pas à corriger les déséquilibres entre les différentes régions.
- Il y a un manque de compétitivité de l'industrie européenne et un manque de préférence communautaire.
- Il y a une trop grande différence de compétitivité entre l'Allemagne et les autres pays européens qui ne sont pas compétitifs face au reste du monde.
- Les normes protectrices de l'UE sont bénéfiques pour le consommateur mais elles pourraient être mieux respectées car des produits non-conformes restent sur le marché.
- Le système des certifications AOP fonctionne très bien en Europe.
- Les politiques industrielles verticales (création de Airbus par exemple) ont aujourd'hui été abandonnées, expliquant l'absence de champions européens dans les domaines des NTIC.



Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : Développer davantage de clusters industriels européens, à l'image de la *BioValley*.
- **Proposition 2** : Uniformiser la fiscalité en Europe.
- **Proposition 3** : Faire de la fiscalité une compétence exclusive de l'UE.
- **Proposition 4** : Cibler et limiter les domaines dans lesquels l'UE se positionne sur les marchés mondiaux.
- **Proposition 5** : Créer une DIT (Division Internationale du Travail) à l'échelle de l'Europe.
- **Proposition 6** : Accentuer la formation pour intensifier le caractère "qualifié" de la main d'œuvre européenne.
- **Proposition 7** : Instaurer des zones franches de droit et fiscalité semblables, réservées aux entreprises européennes.
- **Proposition 8** : Faire de l'Europe une puissance normative en valorisant les normes européennes dans les traités internationaux.
- **Proposition 9** : Créer un label "Made in Europe" présent sur les produits concernés.

Industrie et commerce (3/3)

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 10** : Travailler à la définition d'une politique industrielle commune.
- **Proposition 11** : Ne pas craindre le développement de champions européens afin de faire face à la concurrence des entreprises étrangères, notamment dans les secteurs d'avenir (R&D, énergies renouvelables, etc.).
- **Proposition 12** : Infliger des amendes et "pointer du doigt" les entreprises qui abusent de l'hétérogénéité fiscal-social en Europe.
- **Proposition 13** : Inciter les entreprises à s'installer dans les zones défavorisées à travers des mesures fiscales avantageuses.
- **Proposition 14** : Mettre en place un budget commun pour créer des fleurons de l'industrie européenne capables de rivaliser sur la scène internationale.
- **Proposition 15** : Travailler sur la complémentarité des besoins industriels entre les pays européens pour limiter les importations industrielles.
- **Proposition 16** : Alléger les normes de protection du consommateur qui désavantagent l'industrie et le commerce européens.
- **Proposition 17** : Conserver les normes bénéfiques pour le consommateur, véritable atout de l'UE face au reste du monde.
- **Proposition 18** : Développer des franchises iconiques européennes.
- **Proposition 19** : Adopter une politique commerciale plus offensive.
- **Proposition 20** : Imposer un principe de réciprocité des relations commerciales (avec la Chine, les USA, etc.).
- **Proposition 21** : Mettre en place un protectionnisme tarifaire supranational afin de lutter contre le dumping social et environnemental ainsi que le non-respect des normes dans ces domaines.
- **Proposition 22** : Augmenter le budget européen alloué à la R&D, à la croissance intelligente et à l'innovation afin de faire face aux enjeux futurs.
- **Proposition 23** : Proposer une assiette fiscale commune pour l'impôt sur les sociétés afin de réduire la concurrence fiscale et combattre les paradis fiscaux.
- **Proposition 24** : Taxer les GAFA à l'échelle européenne.
- **Proposition 25** : Mettre en place des directives européennes contre les paradis fiscaux.

Institutions et projet communautaires

Les constats des étudiants

- Le projet européen ne suscite que peu d'intérêt auprès des peuples.
- La distance entre les décideurs européens (commissaires, députés, hauts fonctionnaires, etc.) et les citoyens est trop grande et la représentativité n'est pas ressentie.
- Le projet communautaire semble au "point-mort" : on constate un manque de solidarité et de volonté de convergence entre les Etats-membres et la prise de décision commune est souvent compliquée au sein des institutions.
- L'absentéisme au Parlement européen apparaît important.
- Les institutions européennes apparaissent trop complexes ce qui favorise le désintérêt des citoyens.
- Les projets à l'échelle européenne prennent trop de temps à être mis en place.
- Les institutions européennes coûtent cher.
- L'Europe souffre d'un déficit démocratique (exemple, le faible taux de participation aux élections).



Les propositions des étudiants (1/2)

- **Proposition 1** : Développer une communication accrue au sujet des institutions, de leurs différents rôles et des projets communautaires pour susciter de l'intérêt et une meilleure compréhension, via par exemple un journal européen.
- **Proposition 2** : Supprimer la possibilité du droit de veto pour les Etats-membres et prendre l'ensemble des décisions à la majorité qualifiée.
- **Proposition 3** : Accroître le nombre de recours au referendum et multiplier les consultations citoyennes.
- **Proposition 4** : Démocratiser les institutions dont les mandats ne sont pas électifs.

Institutions et projet communautaires (2/2)

Les propositions des étudiants (2/2)

- **Proposition 5** : Renforcer les euro-régions pour mieux lutter contre les inégalités régionales.
- **Proposition 6** : Redéfinir le but réel de l'Europe et mener plus de projets à l'échelle européenne.
- **Proposition 7** : Mieux encadrer et gérer les dépenses des parlementaires européens.
- **Proposition 8** : Inclure davantage le fonctionnement des institutions européennes dans les programmes scolaires.
- **Proposition 9** : Créer une carte famille nombreuse européenne.
- **Proposition 10** : Communiquer davantage sur les élections européennes.

Protection des citoyens et enjeux du numérique

Les constats des étudiants

- L'Europe a avancé dans la protection des données avec la mise en place du RGPD.
- L'Europe est en retard et semble souffrir d'un manque de coordination sur les sujets du numérique.
- Les initiatives portant sur le numérique sont davantage individuelles qu'inscrites dans une politique coordonnée à l'échelle européenne.
- Les décisions prises par l'UE semblent en décalage avec les enjeux réels du numérique (notamment au regard de l'article 13 de la directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique de 2019).
- L'Europe semble plus soucieuse de protéger ses citoyens face aux puissances étrangères que d'autres Etats (exemple de Huawei pour la 5G ou de l'audition de Mark Zuckerberg dans l'affaire Cambridge Analytica).
- L'Europe semble impuissante et passive face aux enjeux liés au numérique (*dark web, fake news*, surpuissance des GAFA).
- L'Europe ne fait pas suffisamment de prévention ni de régulation sur les dangers du numérique et sur l'influence des réseaux sociaux.
- L'Europe a pris conscience des enjeux économiques du numérique avec des premières mesures telles que la taxe GAFA.
- Les utilisateurs européens manquent d'information sur leurs droits en matière de numérique.
- Les grandes entreprises du numérique (GAFA, Huawei) n'ont pas de concurrence européenne ce qui rend l'UE vulnérable et dépendante notamment face aux Etats-Unis.
- Les 100 milliards d'euros de l'Europe alloués à la question du numérique à horizon 2025 peuvent être jugés insuffisants.
- Une coopération mondiale dans la protection de données est difficilement envisageable.
- Des fractures numériques perdurent dans certaines zones en Europe.

Protection des citoyens et enjeux du numérique (2/2)

Les propositions des étudiants

- **Proposition 1** : Augmenter le budget de l'UE alloué à la protection des citoyens et aux enjeux du numérique.
- **Proposition 2** : Mettre en place des programmes de prévention au sujet des dangers des réseaux sociaux et du numérique dans les établissements scolaires et les espaces publics.
- **Proposition 3** : Soutenir le financement de nouveaux réseaux sociaux européens avec une charte éthique plus poussée et soutenir la R&D dans ce domaine.
- **Proposition 4** : Mettre en œuvre la taxe GAFA à l'échelle européenne.
- **Proposition 5** : Réviser l'article 13 de la Directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique de 2019.
- **Proposition 6** : Mieux informer les citoyens sur la protection des données du numérique et sur les droits des utilisateurs en instaurant par exemple une journée de sensibilisation et de formation.
- **Proposition 7** : Soutenir le développement d'entreprises du numérique européennes.
- **Proposition 8** : Amplifier la coopération européenne en matière de protection numérique des citoyens.
- **Proposition 9** : Prendre en compte la *soft data* dans le RGPD.
- **Proposition 10** : Soutenir les projets d'initiative privée qui protègent les données personnelles (tels que le moteur de recherche Qwant).
- **Proposition 11** : Faciliter le changement de numéro de téléphone ou d'adresse mail à la suite d'attaques ou arnaques numériques.
- **Proposition 12** : Créer des offres de téléphonie mobile européenne.
- **Proposition 13** : Imposer aux GAFAM de conserver les données des citoyens européens dans des *data centers* sur le sol européen.

Work of M1 and BSc1 students (*ENGLISH*)

Topics :

- Food and agriculture *page 64*
- Identity and citizenship *page 70*
- Defence, security and justice *page 74*
- Ecology and energy *page 76*
- Education, culture and sport *page 82*
- External policies stakes: diplomacy and migrations *page 91*
- Monetary and budgetary stakes *page 94*
- Social and health issues *page 96*
- Trade and Industry *page 97*
- European institutions and EU project *page 102*
- Citizen protection and digital challenges *page 104*

Food and agriculture

Students findings (1/3)

- The EU proactive stance in the food and agriculture domain has been helping these sectors and the security regulation of food and agriculture is above standard comparing with the rest of the world.
- All the EU members have a common General Food Law that covers all sectors of the food chain to guarantee high quality food that does not contain different dangerous chemicals and protect small producers of traditional foods.
- The EU has a strong regulation, but all the efforts can be useless because of food import from extra-EU countries that do not apply the same regulations.
- The EU wants to double their food production by 2050 due to the population growth.
- The prices of vegetables in Europe are relatively high.
- Differences in climate around Europe enable the EU as a whole to grow many different products.
- The bio market is expanding in Europe.
- The number of producers in Europe is very important and this leads to an important competition and the decrease of the food price which can be an advantage for the citizens but an issue for the producers.
- In Europe, the producers are getting poorer and the firms richer because of the size of the firms on the food market.
- The CAP is in the way of the development of some poor countries which depend on agricultural export.
- The picture of the Europe for the food and agriculture is not good today as products travel a lot and contribute to pollution.
- European regulations play a leading role in the world and many countries try to reach the same level or imitate the security regulation for food and agriculture.
- The EU is trying to help developing countries with their basic needs regarding food and helping them improve their agricultural production.
- Europe improves the living standards in its member states but also in developing countries.
- The EU is facing issues concerning food and agriculture especially some protectionists policies implemented by other countries (e.g. the tariffs imposed on sugar by the USA).
- The EU's role is important considering the importance of agriculture in the European economy: it subsidizes agriculture to a large extent and can impose tariff rate quotas (like the ones in the US for sugar).

Food and agriculture (2/6)

Students findings (2/3)

- The strong influence of big corporations and lobbies is a threat to the EU role in agriculture and food sector (e.g. Monsanto case and the impacts of Glyphosates on agriculture crops).
- The leading position Europe holds in the domain contributes to the improvement of the farmer's welfare.
- Europe is independent of imported agricultural products.
- Europe is a world export leader in many food sectors such as olive oil, dairy products and wine.
- European farmers are provided high-speed internet in order to access different farming methods, latest agricultural technologies, and news thanks to the CAP.
- The CAP's 2013 reform has shifted the focus for the farmers, from the only main goal of producing agricultural products to producing agricultural products in a sustainable way.
- European governments encourage farmers to preserve and maintain the land and biodiversity by providing monetary remuneration, as well as providing financial support to alleviate the negative impacts of climate change.
- Several countries have measures in place to improve the local products and promote them by several supermarket chains, which encourages local farmers to develop technologies for local production.
- Small-scale family farms have been disappearing to become industrial farming and agribusiness consolidation which leads to a new way of production that is more efficient and competitive, but it causes bigger cost to the environment.
- The average wage of farmers stays below labor market average wages compared to the number of hours they put in their work.
- The CAP's fundamental objectives become outdated and its structure is too complex and contradictory.
- The CAP should insure proper value of money in the future.
- The EU is engaging in international agriculture cooperation to ensure customers having more choices for their agricultural products from both local and other EU countries.
- The EU values organic farming: organic food is clearly visible on the package; governments keep the organic food in a reasonable price that can be purchased by the public.
- The EU is contributing to the sustainability and resilience of food market and food security: the chains of growing and selling products within certain European countries are mature and the whole procedure is still being updated.

Food and agriculture (3/6)

Students findings (3/3)

- Taxes and subsidies of agricultural products is an issue of concern for the EU in WTO negotiations.
- The EU is making sure agricultural development will benefit the farmers by directly helping the farmers get access to food retailers and ensure their products can be sold with reasonable prices.
- The EU faces increasing labour shortages.
- Europe is the main distribution centre in the world for agricultural purposes.
- Europe creates many job opportunities in this sector.
- Farmers' conditions have been improved throughout the years thanks to EU's policies.



Students propositions (1/4)

- **Proposition 1:** Rethink the approach to common food and agriculture policies, shifting its objectives to sustainable sector growth and productivity.
- **Proposition 2:** Ensure access to land, water and healthy soils, switch the agricultural paradigm from extractive to regenerative farming, subsidize farmers conditional to their farming not being harmful for the soils farmed.
- **Proposition 3:** Promote Free Trade Agreements only conditional to several clauses in the FTAs relating to sustainability in agricultural processes.
- **Proposition 4:** Subsidize and support farmers conditionally to them developing short and plastic-free supply chains.
- **Proposition 5:** Promote an EU-wide program for healthy, sustainable diets for all citizens.
- **Proposition 6:** Implement stronger regulations on imported food from extra-Eu countries.
- **Proposition 7:** Create agreements with extra-Eu countries in order to protect traditional European food and small producers.
- **Proposition 8:** Encourage the creation of short circuit and the transparency on the origin of products.
- **Proposition 9:** Increase European budget for agriculture.
- **Proposition 10:** Decrease imports from extra-European countries by increasing taxes.

Food and agriculture (4/6)

Students propositions (2/4)

- **Proposition 11:** Incentivize local food consumption by marketing farm-to-table products' benefits.
- **Proposition 12:** Make countries advocate internal and seasonal production.
- **Proposition 13:** Develop subsidiary for producers of Bio crops.
- **Proposition 14:** Implement checks on meat hormones.
- **Proposition 15:** Create bonuses if sustainable options are used to produce meat (e.g. less fertilizers, minimal use of water).
- **Proposition 16:** Implement lower taxes on land to incentivize local production.
- **Proposition 17:** Increase funds to fight Xylella (olive trees disease).
- **Proposition 18:** Implement programs to incentivize young entrepreneurs to engage in agricultural ventures.
- **Proposition 19:** Encourage reduction on breeding farm fishing.
- **Proposition 20:** Create subsidiary to dairy products producers.
- **Proposition 21:** Implement initiatives to teach children how to grow plants.
- **Proposition 22:** Discourage food waste by redistributing unused food from schools' canteens.
- **Proposition 23:** Have member States develop healthy diet plans.
- **Proposition 24:** Implement restrictions on junk food marketing and new stores opening.
- **Proposition 25:** Negotiate to lower tax between European countries for importing and exporting vegetables and fruits.
- **Proposition 26:** Put in place laws in order to limit tax expansion when Brexit takes place.
- **Proposition 27:** Better pay farmers for the work they furnish with a percentage on the product they are selling.
- **Proposition 28:** Pay attention to the public health problems like obesity and type II diabetes.
- **Proposition 29:** Emphasize control by the European commission regarding agriculture.
- **Proposition 30:** Continue to carry out strict controls on food imports to protect the EU domestic market.

Food and agriculture (5/6)

Students propositions (3/4)

- **Proposition 31:** Share experiences about regulations implementation with other countries.
- **Proposition 32:** Help developing countries improving their technique for agriculture.
- **Proposition 33:** Hold more conventions related to food and agriculture representing characteristics of each country within Europe.
- **Proposition 34:** Enlarge the nutrition table (both in term of size and content) on all food products for consumers to be able to read it and understand it.
- **Proposition 35:** Promote European food labels (such as AOP) all around the world.
- **Proposition 36:** Promote eco-friendly habits, both for agriculture and food consumption, consider environmental issues at stake.
- **Proposition 37:** Promote permaculture.
- **Proposition 38:** Engage with the World Trade Organization (WTO) on preferential trade agreements to increase the net export of agricultural goods.
- **Proposition 39:** Reinforce the Quality Control & Review (QCR) mechanism to ensure that the acceptable quality of agricultural products.
- **Proposition 40:** Increase transparency of data used for assessing chemical substances.
- **Proposition 41:** Increase cooperation between European agencies, like EFSA, and international assessment agencies.
- **Proposition 42:** Develop agroecology: take care of the soil, recycle organic materials, reduce waste, make use of services provided by nature, encourage biodiversity, and guarantee financial autonomy for farmers.
- **Proposition 43:** Be more transparent in governments and regulations and more cautious about the use of gene modification technology.
- **Proposition 44:** Regulate and control on a European scale pesticides' effect on health and ban those with harmful effects.
- **Proposition 45:** Limit industrial farming and artificial fertilizers by planting crops to prevent periods of bare ground or reducing how often and intensely the fields are tilled.
- **Proposition 46:** Implement more regulations to make sure gene modification companies do not put their profits over people's health.
- **Proposition 47:** Provide financial support to farmers alongside the existing subsidies to the farmers to satisfy the needs of the growing population of the EU.

Food and agriculture (6/6)

Students propositions (4/4)

- **Proposition 48:** Implement a policy against artificial high prices of agricultural products.
- **Proposition 49:** Increase the food storage in order to stabilize the price in case of emergencies.
- **Proposition 50:** Adjust the tariff rate in order to protect local agriculture and market.
- **Proposition 51:** Make the EU agriculture market a more fair and open market to encourage competition for more sustainable and better products.
- **Proposition 52:** Introduce a clearer and stricter provision that fosters the adoption of a real agroecological model.

Identity and citizenship

Students findings (1/2)

- European identity does still not exist within the EU, most people identify to their country and not to the EU.
- Programme such as High School exchange within Europe and Erasmus+ experiences are helping in building a European citizenship.
- Initiatives such as the Erasmus Program and "European Schools" are still not enough to strengthen the common identity.
- The lack of a European Constitution is a factor to explain that EU citizens do not have the feeling of belonging to a community.
- Europe has granted a European citizenship that is recognised worldwide and offers protection to its citizens.
- The European citizenship creates a union between individuals from different countries with a variety of cultures, backgrounds, language etc.
- The different background of each country makes it difficult to create a homogeneous union and it seems impossible to have a federalist EU that is not wanted by most counties.
- Out of the 10 people of the group, 9 were European and only 2 knew about the European Anthem.
- Civic education is not a priority in some European countries such as France, that means some students have not been taught the main civic rules.
- Europe outsiders feel like Europe is more of a Union than their own citizens do: many people crave for European citizenship and European citizens do not realize that.
- The EU creates a good feeling of safety with the protection of its borders and still enables Europeans to freely move inside the Union.
- Many people do not feel European, due to cultural and linguistic barriers, but those who do, believe in the power held within their passport, which could be seen as the only true piece of evidence for "European Citizenship".
- Projects such as Interrail, ERASMUS, or ESCP itself are illustrations of countries' willingness to push individuals to believe in the European identity.
- Countries benefiting the most from the EU aura seem to comply the most with the European identity.
- Europe is now confronted with a severe identity crisis, under the impact of immigration, refugees, religions, races, and low economic growth.

Identity and citizenship (2/4)

Students findings (2/2)

- Europe tries to remove the barriers between people from different cultures, races, and religions.
- The EU is characterized by national pluralism and struggles to develop mutual cross-border cultural identity because of its short history (30 years).
- European citizenship has not been the natural fruit of the creation of the EU.
- National borders still serve as a security measure but prevent proper integration in the spirit of federalism.
- Europe's identity has developed itself through common points like currency, shared values and has introduced common artifacts such as legal and executive institutions, flag, anthem, to increase its visibility.
- European Parliament elections increase the feeling of citizenship and belonging.
- The lack of proper communication and mobilization around the EU elections, reduces its effectiveness as people see it as secondary to national elections.
- Each Member States holds a specific cultural and historical identity while having to carry a coherent and common identity with the others.
- Most people are aware of European costs and restrictions, but do not encounter any tangible returns or benefits.
- Young Europeans appears to be the most effective trigger to ensure a European identity and citizenship.
- European citizens create among them a shared cultural, educational and sport experiences so that a stronger European identity is formed.



Students propositions (1/3)

- **Proposition 1:** Increase education around European values: add a 10-hours mandatory course for students in the High School to study EU history and the rights and duties of European citizens.
- **Proposition 2:** Teach everyone about the Article 18 of the Treaty on the Functioning of the EU (TFEU) and the Chapter V of the Fundamental Right of the EU concerning the whole rights that a European Citizen has.

Identity and citizenship (3/4)

Students propositions (2/3)

- **Proposition 3:** Create a short mandatory school exchange in Europe.
- **Proposition 4:** Ensure that each country keeps its own voice but cooperate as a union: national voice should be preferred to the European one so that national identity does not get diluted.
- **Proposition 5:** Tackle local issues locally and support them as a union, so that union vision does not go ahead of the will of the people.
- **Proposition 6:** Increase civic classes and make them obligatory.
- **Proposition 7:** Impose to all kids a few-weeks of a training camp in order to learn more about European culture.
- **Proposition 8:** Institute skypping calls between European students to allow a better communication between countries.
- **Proposition 9:** Use social medias as a tool to promote EU citizenship and identity as they have a lot of influence: pages and groups can allow and facilitate discussion.
- **Proposition 10:** Develop EU media channels such as EU TV channel, EU newspaper in official EU languages: through these media, EU will make sure that there is good communication of EU objectives, events, common performance indicators and their impact on citizens' daily lives.
- **Proposition 11:** Be more transparent about the policies and aids coming from the EU rather than making them look national, or products of national activities/policies.
- **Proposition 12:** Develop more European places of debate, such as forums and events that EU citizens could join to debate around EU issues and propose solutions that could be voted to be communicated to the EU parliament.
- **Proposition 13:** Implement EU courses in schools to promote European narrative.
- **Proposition 14:** Slow down the enlargement process to prioritize the deepening of not only the EU economic identity but also the EU cultural identity, to ensure a real sense of community.
- **Proposition 15:** Emphasise the importance of gaining full fluency in a major EU official language through the education system.
- **Proposition 16:** Introduce an Erasmus program that targets high schools so as to encourage younger people to travel for studies around the EU and experience a sense of identity and community at a younger age.

Identity and citizenship (4/4)

Students propositions (3/3)

- **Proposition 17:** Define a European common language which could be taught at school as a second language and used in daily life.
- **Proposition 18:** Deepen integration in the economical and political area to increase a European identity.
- **Proposition 19:** Organize a 2 hours seminar about European identity and history in every primary school.
- **Proposition 20:** Create a European nationality independent from member states jurisdiction, based on a jus sanguinis principle or a mixture of jus sanguinis and jus soli principles.
- **Proposition 21:** Establish a mandatory civic and military service for all European nationals from 18 to 21 with mandatory social work in a foreign European country, to develop transnational fraternity.
- **Proposition 22:** Implement a harmonisation policy for educational system for high schools and colleges to ensure the good functioning of the European civic and military service.
- **Proposition 23:** Implement incitation mechanisms to encourage European multilingualism in high schools to facilitate European fraternity.

Defence, security and justice

Students findings

- The EU has established its own Defense Agency.
- The Defense Agency has committed towards a shift in sustainable energy in the defense and security sector.
- Europe is a safe region.
- The defense system in Europe alone (not accounting for NATO) is non-existent.
- The presence of NATO in Europe is sufficient and could therefore be accounted for Europe doing adequately in the topic of defence.
- The justice in Europe is adequately fair and applies a law that allows for error and prioritizes rehabilitation over punishment.
- As a union of several countries, the EU has a lot of shared resources that are very beneficial for the general security of the EU.
- The borders of the EU seem not strong enough.
- A majority of inhabitants of the EU feels like there should be more security measures regarding terrorism.
- Europe is one of the main international powers but not regarding international defence.
- European regulation surpasses any national law.
- Member States retain the right to subject the surrender of the requested person to stringent conditions if that person is a national or a permanent resident of that Member State.
- The EU has already got a body in charge of defence with the Common Security and Defense Policy (CSDP).
- The EU does not have its own military capabilities.
- The European Arrest Warrant remains flawed in spite of being a big step towards greater cooperation between national legal systems.

Defence, security and justice (2/2)

Students propositions

- **Proposition 1:** Form a combined military force of the EU, in coalition with other joint forces like UN or NATO.
- **Proposition 2:** Form a European department against corruption.
- **Proposition 3:** Apply European regulation evenly to all Member states.
- **Proposition 4:** Create a secret service agency on a European level.
- **Proposition 5:** Strengthen the work between European States against terrorism.
- **Proposition 6:** Combine State members' databases for border control.
- **Proposition 7:** Maintain Schengen area.
- **Proposition 8:** Increase control of borders by having the Schengen Area agreement should become stricter.
- **Proposition 9:** Maintain the European justice system as it is, it is to say as one of the strongest collaborative system between democracies in the world.
- **Proposition 10:** Work together on the industrial side, pointing to a need for common standards, open markets and procurement that favors the best available technologies for defense.
- **Proposition 11:** Strengthen NATO for a stronger Europe.
- **Proposition 12:** Implement an on-going increasing participation of countries in a European common defence system (target proposition: 2% of the member states' GDP).
- **Proposition 13:** Make the European judiciary process more direct and accessible.
- **Proposition 14:** Create an intermediate judicial organism for cases that need to be considered but that do not pass all of ECHR prerequisites.
- **Proposition 15:** Overhaul and reduce grounds for refusal by Member States to execute a European Arrest Warrant, in order to foster mutual trust between Member States.
- **Proposition 16:** Stop thinking in creating an EU internal army and invest more financially and socially in projects to manage and contain threats from outside of EU.
- **Proposition 17:** Create impartial bodies to anticipate, investigate and prevent any possible rising conflicts, and settle disagreements and fix internal EU defense issues between two member states or within a member state.
- **Proposition 18:** Create a common army to defend and maintain the security within the European territory.

Ecology and energy

Students findings (1/2)

- A large part of countries is using fossil energies (oil, gas, coal) for electricity production over renewable energies and nuclear energy.
- The part of renewable energy among the electric mix of EU Member States has doubled since the beginning of the 2000's.
- There are systems between European countries called the synchronous grids that help to provide continuous electricity and handle peaks of consumptions.
- There are no real European agreement nor directives on which type of energy to prefer regarding electricity production, but there is a trend with the increase of sustainable energies in the mix.
- There has been a significant switch to promote renewable energies in all EU member state parties.
- There are great disparities between countries regarding energy production and energy policies: for example, France has a nuclear based energy production and reject less CO₂ per Kwh than countries who use coal to produce their energy.
- There is currently no mechanism established to deal with countries not complying with the EU environmental and energy goals.
- The energy performance of building directive (EPBD) is one of the most widely used legislative instruments in Europe to realize the goal of energy efficiency.
- Europe is the 3rd consumer of energy in the world and is highly dependent on Russia and the Middle east resources which are costly and not sustainable.
- The emission trading scheme has been created to make companies and factories present in Europe pay the amount of gas they are emitting in the atmosphere and this plan has demonstrated its efficacy.
- The EU is doing reasonably well regarding ecology: for example, by setting clear ecological and energy targets with binding legislations for EU member states to achieve until 2020 and 2050.
- The EU has been implementing its directives with regards to renewable development, energy efficiency, and the modernisation of its energy systems following the "3D" model: decarbonation, digitisation, decentralisation.
- The trend of reduction in greenhouse effect is closely linked to the economic slowdown in Europe.

Ecology and energy (2/6)

Students findings (2/2)

- There are strong directives on ecosystems in Europe (Natura 2000, Bird and Habitat Directive).
- There are over 500 directives and regulations on many topics (such as water, noise pollution, unique usage plastic, waste, etc.) that perform well inside the Union, but poorly evaluate the impact outside borders (for example, the usage of rare metals coming from overseas countries is not regulated and can involve major pollution in other countries through consumptions in the Union).
- The EU seems to perform well on ecosystems protection, but further regulations and evaluations on consumptions and material usage are required.
- Europe has always worked hard to achieve its ecological goals and is home of 7 out of 10 of the most eco-friendly cities in the world.
- The efforts of the EU may still not be sufficient due to the constantly increasing pollution rate.
- Europe is trying to solve the clean air issue, throughout the Geneva Convention on Long-Range Transboundary Air-pollution.
- Europe is applying a new circular economy strategy which will turn it into a more competitive resource efficient economy.
- The initiatives in the EU for recycling are often not followed.
- Ecological parties have seen their number of votes soared in the European election those last years like in France and Germany for example.
- The EU is a global leader in environmental protection and the fight against climate change: its environmental policy is one of the most stringent in the world and therefore stands of higher environmental standards.
- The EU has launched and supported negotiations and implementation of multilateral environmental agreements (MEAs) like the Paris Agreement.
- The EU acts primarily through the LIFE programme, its main instrument for the environment and climate protection with a budget of €3.4 billion (2014-2020).
- The EU is actively trying to provide the public and its member States with a wide range of information to keep them accountable and to allow people to educate themselves.
- The Cop 21 hosted in France in 2015 demonstrated the common will of EU countries (amongst others) to progress and improve on this topic.
- People in Europe are concerned about global warming and we can notice an increase of initiative to fight against it.

Ecology and energy (3/6)

Students propositions (1/4)

- **Proposition 1:** Invest in building clean energies infrastructures like offshore wind farms.
- **Proposition 2:** Create a partnership with foundations (like the Breakthrough Energy Ventures) to invest a considerable amount of resources in developing projects proposed by the engineers of these organisations.
- **Proposition 3:** Uniform the price of electricity and gas across Europe by creating a kind of European Energy Bank, with the objective of making Europe independent from other countries.
- **Proposition 4:** Create extra taxes for overconsumption of electricity, gas, and water of people and companies in Europe.
- **Proposition 5:** Fund or support energy efficient technologies and research to find new renewable energies.
- **Proposition 6:** Create a tax law advantage for companies using electric vehicles.
- **Proposition 7:** Support electric vehicle fleet for public transportation (bus networks) and public companies (local postal delivery).
- **Proposition 8:** Implement a maximal threshold for nuclear energy according to the proportion of each country's population to promote the use of sustainable energy production.
- **Proposition 9:** Focus on implementing renewable energies to be more cost efficient on the long term rather than replacing old nuclear machines.
- **Proposition 10:** Spend resources in R&D in order to make sustainable business more profitable than non-sustainable energy implants.
- **Proposition 11:** Broaden the framework of Nuclear safety laws, particularly related to radioactive waste, decommissioning and radiation protection.
- **Proposition 12:** Implement grid harmonization and an agreement on the use of renewable energies in Europe to prevent intermittent electricity.
- **Proposition 13:** Implement an ambitious and more efficient European programme to encourage putting more effort in reducing emissions from transports, buildings, agriculture, waste and international aviation.
- **Proposition 14:** Implement a European legislation in order to set the same ecological performance level without discrepancies within EU countries.
- **Proposition 15:** Implement higher gas emission taxes per country to motivate countries to stay within their emissions limit.

Ecology and energy (4/6)

Students propositions (2/4)

- **Proposition 16:** Have stricter compliant policies and heavy penalties to ensure policies against food waste and textile carbon emissions are being well implemented by European organisations.
- **Proposition 17:** Provide clarity on carbon restrictions to the private sector and investors to enable them to invest in the appropriate technology and reduce emissions.
- **Proposition 18:** Improve public transportation so that people stop using their cars.
- **Proposition 19:** Regulate the pollution of big companies operating in Europe by increasing the taxes on carbon emission and reduce the threshold already in place.
- **Proposition 20:** Follow the example of Sweden and other countries (where levels of pollution are low, and the production of renewable energies is important) and try to adapt them as much as possible to each country.
- **Proposition 21:** Focus on big polluting companies instead of small consumer behavior.
- **Proposition 22:** Improve land use and forestry which contribute to a robust climate change policy.
- **Proposition 23:** Implement restriction to global warming thanks to shared European policies and willingness to raise projects and activities of EU citizens.
- **Proposition 24:** Create utility fees for European citizens recycling their garbage.
- **Proposition 25:** Create governmental subsidies for purchasing eco-friendly products.
- **Proposition 26:** Subsidize more local production to limit import in Europe.
- **Proposition 27:** Limit and control the use of pesticides at a European scale.
- **Proposition 28:** Limit the use of extra packaging for consumption goods at European scale.
- **Proposition 29:** Reduce the use of water bottles by elaborating, seaweed water cups and bottles that are edible.
- **Proposition 30:** Provide effective criminal sanctions for serious environment offences in every European country.
- **Proposition 31:** Implement laws to regulate the release of toxic products in the air.
- **Proposition 32:** Create mandatory classes about ecological issues to all European students.
- **Proposition 33:** Cut public help for development to countries who do not respect the environment.

Ecology and energy (5/6)

Students propositions (3/4)

- **Proposition 34:** Develop greater disincentives for countries not to deviate from the core goals set by the European Environment Agency.
- **Proposition 35:** Involve more local stakeholders in EU's environmental policies.
- **Proposition 36:** Reinforce European Environmental Agency.
- **Proposition 37:** Foster a European circular economy concerning production, consumption and waste management.
- **Proposition 38:** Create an EU consulting division located in every member state for companies who want help in terms of ecological issues.
- **Proposition 39:** Write a European legal provision to forbid flyers on car shields.
- **Proposition 40:** Write a European legal provision to force companies making packaged food product to use recycling material.
- **Proposition 41:** Forbid any kind of strong pesticide at a European scale.
- **Proposition 42:** Create a strong tax law advantage for organic farmers.
- **Proposition 43:** Remove environmental investments from the 3% deficit rule.
- **Proposition 44:** Establish an ecological tax at European borders on products imported by the member states.
- **Proposition 45:** Promote the use of different materials instead of plastic to produce objects (like straws, plastic glasses, etc.).
- **Proposition 46:** Implement laws regulating animals' exploitation and preservation of the natural endangered environment adapted to the different regions of Europe.
- **Proposition 47:** Invest at least €1000 billions from now to 2024 in the ecological transition of transportation and accompany the workers towards green industries.
- **Proposition 48:** Create a European climate bank that will finance big and necessary ecological projects.
- **Proposition 49:** Finance with European funds a movie about what would happen if the world does not stop causing harm to the environment and invite influencers to be part of this movie in which they can insist on the fact that renewable energies are vital.
- **Proposition 50:** Change the rules of vote in the EU institutions to majority for environmental regulations.

Ecology and energy (6/6)

Students propositions (4/4)

- **Proposition 51:** Take up re-forestation projects to tackle the negative consequences of the huge forest fires that took place in the Amazon recently.
- **Proposition 52:** Launch an initiative explaining waste sorting to European citizens and fine those who do not recycle properly.
- **Proposition 53:** Create a yearly European day of "cleaning your city".
- **Proposition 54:** Put additional taxes on products that contain plastic.
- **Proposition 55:** Encourage people to eat less meat by advertising its bad impact at the European scale.
- **Proposition 56:** Improve the rates of recycling electronic equipment by providing higher awards, so less poisonous heavy metal can be collected and reused.
- **Proposition 57:** Create a European app to remind people how much natural resources they have consumed weekly.
- **Proposition 58:** Consider the environmental effects of any policy before implementing one.
- **Proposition 59:** Consider the impact of goods' transportation and regulate it in order to reduce the environmental footprint.

Education, culture and sport

Students findings (1/4)

- Not many people are well informed on how the EU is dealing with education, culture and sports.
- The higher education system varies in each country which makes it difficult to compare the final degrees and creates problems for applications for international universities.
- The common European classification (Bachelor, Master, PhD) is a great achievement that simplify studies or work abroad.
- Primary and secondary education systems are very heterogeneous across Europe in terms of ages to enter (between 3 and 7) or leave (up to 16 or 19).
- The number of days of education per year greatly differs between European countries which could have an impact on the level of education of children.
- There are large disparities in cumulative expenditure on educational institutions in Europe.
- The average salary of a teacher can vary from one to double between two European countries which have nearly identical economic situations and could lead to some kind of brain drain of qualified teachers within Europe.
- The level and regularity of sports practice vary greatly between different member states, sometimes because of the culture of the country, sometimes because of the mandatory sports kids must do at school, etc.
- Europe has been a forerunner by seeing the importance of creating a network among students of different countries through the Erasmus exchange programme.
- The Erasmus Plus program funds students from developing countries to come to study in Europe.
- The EU has standardized the many education systems to allow a common quality of teaching and a standardized credit system (ECTS) with the Bologna Process.
- Each European country has its own educational focuses which leads to an uneven diffusion of skills and knowledge.
- Not every European child has the same chances and circumstances in order to learn very good English.
- Certificates such as the European Bacculaureate aim to offer a standardized curriculum across country borders, which shows effort to establish a more common framework for education systems.
- The European Bacculaureate is only accessible to European Schools Students who are often relatives of European officials.

Education, culture and sport (2/9)

Students findings (2/4)

- The EU puts a lot emphasis on improving the education systems and invest time and money so that European population is well educated.
- European education is very open to the world and attracts students of all sorts of background.
- The EU promotes unity between member states, but also seems to encourage them to have their own identity as each European country's traditions and culture represent their core values and identities.
- There is a lack of transparency regarding international students coming to Europe since most important websites designed for students are only available in the national language (ex. the website of "CROUS" in France).
- The most important issue for European education is the lack of competition and weakness in technological field.
- Education in Europe is generally highly developed and quite affordable compared to the rest of the developed world.
- Many EU countries are major destinations for foreign students due to affordable and qualitative education.
- The EU does not have a sufficient impact in the education nowadays as it is only represented by "the European classes" in high schools and the Erasmus scholarships.
- The EU is committed to help the cultural and educational sector to develop in a sustainable way, and to help it to reach a wider and more international market and audience.
- The EU has created equal opportunities for youths to get culturally and educationally integrated within the EU, and to enhance personal creativity and development.
- The basic prices for education for European citizens are really advantageous compared to those for the non-Europeans.
- The EU has very interesting initiatives to create link between countries like the OFAJ (DFJW in German) that allows students to experience a different education system and develop open-mindedness.
- The EU is funding interactive whiteboards in all compulsory-level schools, financing robotics and computer science lessons for children and youth.
- The EU has taken many actions to ensure the harmonization of culture and implements a budget to do so (Creative Europe).
- The EU has implemented a program (Discover EU) which enables young adults to travel across countries and better understand the different cultures.

Education, culture and sport (3/9)

Students findings (3/4)

- The different educational and cultural heterogeneity within European countries makes it all the more difficult the cooperation at a European scale due to a lack of common values.
- Access to cultural heritage is offered to everyone as many museums in Europe are free of charge or only cost a small price.
- The Eurovision is a great example of how Europe is being unified through a major cultural event.
- There is an equivalent to Eurovision for only European minority languages.
- European citizens have the right to study in every country within the EU.
- Local cultures subsist in spite of the EU as a common factor of identity.
- Europe is full of different cultures and traditions allowing people to be more open minded: people are encouraged to learn about the different cultures of the continent and embrace them through festivals, ceremonies and celebrations.
- Culture plays an important role in attracting people from all over the world to visit the countries of Europe, thus helping economically.
- The EU cultural role is difficult: promoting European cooperation while preserving cultural diversity.
- European cultural heritage is one of the main reasons for Europe's tourism attractiveness as Europe is also renowned in the world for its artistic vitality with its festivals (cinema, theatre, music ...), its exhibitions or his literature.
- The EU promotes collaboration in policymaking on cultural matters between nations and international organizations.
- There are many cultural differences between European countries that the EU has always tried to cross using instruments like free exchanges for European students.
- Sports in Europe bring people together and help create relationships between fans while there are no "European teams".
- The EU elects the European cultural capital each year and provide special funds to that city.
- The European sports week encourages EU citizens to play sports, as a very large proportion of EU citizens do not play sports at all.
- The International Erasmus games organized by European sports associations and competitions fosters EU integration by allowing exchange students from different member States to form teams and compete with one another.

Education, culture and sport (4/9)

Students findings (4/4)

- European institutions are doing an active fight against doping substances used in sport and they are caring for the development of equality in sports.
- A special budget line was established for the first time under Erasmus + to support projects and networks during the 2014-2020 period in the field of sport.
- The EU is not doing enough yet in order to encourage and motivate people to maintain a healthy and active lifestyle.
- Many sports have professional leagues in Europe as well as incentive programs to promote young talents (e.g. boarding schools for young competitive athletes).
- There is a huge effort to make cross national sports tournaments which supports the unity of the different countries and the intercultural understanding.
- Europeans consider football as a very praised part of their life and culture.
- Europe gives a financial support to countries hosting significant sports events.
- There is a separation concerning sports (capacities, team, facilities) between East and West Europe.
- Sports are considered to be more of a national concern than a European one.
- EU subventions and sponsorships exist for European athletes.



Students propositions (1/6)

- **Proposition 1:** Develop more possibilities for every high school student to go abroad for at least a couple of years, in order to enrich everybody's mindset, learn new languages, methods of learning etc.
- **Proposition 2:** Implement a common process of application when it comes to higher studies.
- **Proposition 3:** Imagine a common grading system so that professional recruitment is more standardized.
- **Proposition 4:** Reduce the costs of education to make international universities more accessible to all students.

Education, culture and sport (5/9)

Students propositions (2/6)

- **Proposition 5:** Offer special courses like robotics or programming with specialized universities all over Europe, which are not offered in the national syllabuses in the member states.
- **Proposition 6:** Implement a mandatory course about European and EU history for European students to promote European unity between students of different member states.
- **Proposition 7:** Make Erasmus programme mandatory for at least one semester abroad so that all students learn more about other EU member states.
- **Proposition 8:** Make it easier for students to apply for Erasmus scholarships.
- **Proposition 9:** Embrace digitalization by promoting online classes for different skills which can be accessed from anywhere in the EU.
- **Proposition 10:** Organize a common basis for the national education systems about European culture that could be taught through online European classes.
- **Proposition 11:** Uniform the educational system in such a way that all European students, after their compulsory study period, get the same level of competence in a selected range of subjects.
- **Proposition 12:** Promote international school leaving certificates.
- **Proposition 13:** Increase the European budget on education to offer a part of tuition fees to students.
- **Proposition 14:** Teach some subjects with a European perspective rather than a national one, to allow students to grow with a different mindset, European-oriented rather than country-oriented.
- **Proposition 15:** Promote scientific tracks across Europe.
- **Proposition 16:** Extend the Erasmus project to extra-European countries that have a strong relation to the EU.
- **Proposition 17:** Insure free studies in all public universities for all EU students and not only for national students.
- **Proposition 18:** Integrate health topics into the education in EU curriculums: i.e. EU countries do not equally treat topics such as sex education and wellness.
- **Proposition 19:** Have a common syllabus for education across Europe but still with specific aspects from the national culture.

Education, culture and sport (6/9)

Students propositions (3/6)

- **Proposition 20:** Better identify European countries struggling with their education system and help them develop a better one (economic or knowledge resources).
- **Proposition 21:** Replace multiple state exams at the end of secondary school by a final European wide exam.
- **Proposition 22:** Introduce the 10th grade as a common mandatory minimal grade for all European students.
- **Proposition 23:** Promote culture, sport and education by creating easily accessible jobs, internships and volunteering positions within these fields thanks to a European program.
- **Proposition 24:** Ask students boards to organize a mentorship system to better welcome international students and to create a more cohesive atmosphere within European universities.
- **Proposition 25:** Extend the “vocational” education system of Germany to other countries so that the education system is less rigid and more adapted to the trends of the job market.
- **Proposition 26:** Maintain the Erasmus+ program with the UK, in spite of Brexit.
- **Proposition 27:** Increase European funding towards training programs for teachers to improve their knowledge of modern learning techniques.
- **Proposition 28:** Simplify Visa process for international students coming into Europeans universities.
- **Proposition 29:** Create partnerships contracts between different European high schools, schools and universities across Europe with events, societies and activities to increase the European awareness of the students.
- **Proposition 30:** Create European schools or universities where numerous European languages will be taught.
- **Proposition 31:** Promote European events like Eurovision in extra-European countries to boost revenue.
- **Proposition 32:** Enact regulation to ensure that every European student finishes elementary school with a B2 level in English.
- **Proposition 33:** Ensure that every European student graduating from high school masters two other European languages at the level C1+.

Education, culture and sport (7/9)

Students propositions (4/6)

- **Proposition 34:** Keep national control on academics and curriculum.
- **Proposition 35:** Extend ESCP campus rotation system in other universities.
- **Proposition 36:** Make learning of a European language or a two-months immersion in another European country a mandatory prerequisite to graduate from any European school.
- **Proposition 37:** Generalize the European Baccalaureate to enable students from all Europe having access to all the European universities with less constraints in terms of admission.
- **Proposition 38:** Develop European business schools following the ESCP model.
- **Proposition 39:** Intensify Erasmus Program in countries where not many students go on exchanges.
- **Proposition 40:** Give more support for students going abroad in another European countries (especially from the home institutions).
- **Proposition 41:** Differentiate the Erasmus monetary contribution according to family wealth for students going abroad.
- **Proposition 42:** Ensure that previous Erasmus students can get in touch with students and present their experiences informally (es. Erasmus fair, report to write about the hosting university and the country).
- **Proposition 43:** Create a common European English exam/certificate.
- **Proposition 44:** Establish a yearly art exhibition with one artist for each European country and host the exhibition in different European capital each year (on the example of the World Exhibition).
- **Proposition 45:** Enhance every European countries' heritage, providing more services to tourists and visitors, in order to raise incomes coming from culture.
- **Proposition 46:** Create a European student card that would allow students to have free access to all public institutions within the EU, discounts or coupons for cultural activities or sports.
- **Proposition 47:** Organise a yearly European food festival.
- **Proposition 48:** Promote intercultural exchange by sharing pieces of art/theatres between different countries & rotating exhibitions around different European countries.

Education, culture and sport (8/9)

Students propositions (5/6)

- **Proposition 49:** Strengthen the European dimension of Euronews.
- **Proposition 50:** Invest money to ensure that every European student has travelled to at least one other European country with its class before graduating from high school.
- **Proposition 51:** Offer a discount on the first Interrail trip for each European student.
- **Proposition 52:** Incite museums to share more often their collections to promote common history and culture and develop tourism in less renowned museums.
- **Proposition 53:** Allow students under 25 years old to go to the public museums for free in every European country.
- **Proposition 54:** Build an institute in European capitals to promote European history for foreigners.
- **Proposition 55:** Create a special program which will allow countries to use each other sport facilities for low cost or even free of charge so that they can benefit to all European countries.
- **Proposition 56:** Create a European program to help amateur players train and develop their skills so that they can play in international leagues in sports.
- **Proposition 57:** Run a campaign to show the physical activity level of Europeans promote a healthier and active Europe.
- **Proposition 58:** Implement programs in all educational institutions to explain how much sport is important (sociability, health, psychology, etc.).
- **Proposition 59:** Continue promoting well being and outdoor activities at a European scale.
- **Proposition 60:** Support more sports events for the youth and not only in adult leagues, to encourage early participation in intercultural sports events.
- **Proposition 61:** Highlight sports that are specific to one European country in the other member states.
- **Proposition 62:** Build a European Olympic team.
- **Proposition 63:** Create more European sports events such as Euromasters to promote exchange between students.

Education, culture and sport (9/9)

Students propositions (6/6)

- **Proposition 64:** Increase the communication about European sport events (like the Sport week).
- **Proposition 65:** Create European multi-national sport teams.
- **Proposition 66:** Create a European championship with all existing sports (Olympic and non-Olympic sports).
- **Proposition 67:** Create a European specific funding for "sport" with several programs (sports for everyone, high level sport practice, research, health practice).
- **Proposition 68:** Create an annual event in every European capital at the same time to promote sport and sustainability.
- **Proposition 69:** Make more exchanges of art collections between European member states and communicate about it.

External policies stakes diplomacy and migrations

Students findings

- European citizens believe that migration has a negative impact on Europe.
- Europe does not enough about migrations and leaves the management of the migration and refugees' situations to each country that has its own mindset regarding welcoming or not immigrants.
- Some policies for immigration are shared on the European scale but their interpretations and implementation differ from one country to another for example living conditions in refugees' camps.
- The European countries have difficulties in agreeing on a joint 'foreign policies' system.
- The EU showed a lack of solidarity in handling the migrant crisis as member States do not receive the same migratory flows.
- The EU has adopted a blue card directive for foreign highly qualified workers, to make it easier for them to migrate to a member state.
- Europe is historically reliant on immigration.
- There is no consensus between European countries, nor effective agreements for immigration: European countries have adopted fragmented migration policies, which can be very restrictive for some (e.g. Hungarian) and softer for others.
- The EU tries to externalize the policy of controls at its frontiers with the agreement with Turkey for example.
- The diplomacy of each country is still predominant over a common European one.
- European diplomacy does not have a significant role nor impact at a global scale.
- The EU does not provide enough support to migrants regarding jobs and visa and some highly educated migrants struggle to get a visa.
- Europe is an innovation hub, a place of thinking and a problem solver for the rest of the world.
- There's not enough cultural integration for immigrants.
- The EU budget lacks a section dedicated to immigrant education and training which is essential to fill the labor shortages across many member states.

External policies stakes: diplomacy and migrations (2/3)

Students propositions (1/2)

- **Proposition 1:** Give the EU the competences over the distribution of refugees and migrants in Europe even against some countries' stance.
- **Proposition 2:** Have a special session in the European Parliament to create a viable policy of refugees' distribution based on a country by country per capita analysis.
- **Proposition 3:** Learn more about migrations at school for example with a mandatory public service announcement and increase general knowledge about people from different backgrounds.
- **Proposition 4:** Sign a European agreement to welcome migrants.
- **Proposition 5:** Set common European standards for living conditions for immigrants and make sure they are respected.
- **Proposition 6:** Make countries create language classes and other programs to integrate refugees better.
- **Proposition 7:** Organize an EU generalized repatriation system.
- **Proposition 8:** Implement sanctions for countries who do not respect the agreements on immigration.
- **Proposition 9:** Create a repartition system for immigrants depending on each country population size and work market.
- **Proposition 10:** Create a European association for the refugees searching for studies or work.
- **Proposition 11:** Provide more systematic aids for refugees from the governments under unified policies throughout the EU.
- **Proposition 12:** Prohibit the regularization of foreigners who came illegally in the EU and strengthen the fight against illegal workers.
- **Proposition 13:** Integrate better people with the right to asylum through classes to learn a European language, formations and a better employment policy as it is an economic opportunity of European countries.
- **Proposition 14:** Develop European quotas to control and reduce migration flows (depending on the GDP of each country).
- **Proposition 15:** Revise the Dublin regulation.

External policies stakes: diplomacy and migrations (3/3)

Students propositions (2/2)

- **Proposition 16:** Introduce European Border Police, who will immediately check over the refugees in the hotspots.
- **Proposition 17:** Address diplomacy and migration challenges in a more cohesive and efficient manner for wide topics like climate change, migration, etc. to ensure social and economic security of European citizens and foster their accountability on the long term.
- **Proposition 18:** Give more importance to EU diplomacy role by raising awareness of people on its possible impact.
- **Proposition 19:** Encourage manufacturing sector to create more jobs for refugees and immigrants.
- **Proposition 20:** Raise specific sanctions to European member States refusing to take part in a fair distribution of refugees on a European level.
- **Proposition 21:** Allocate a subsection of the EU budget to Asylum, Migration and Integration Fund dedicated to “educational and training programs for immigrant and refugees” to better integrate them with the native population and open employment opportunities.

— Monetary and budgetary stakes —

Students findings

- The economic stability of the Euro area is questionable.
- It is not fair that all the countries of the Euro zone have the same monetary rate as some believe in strong currency like Germany, but others want a more flexible one to promote their economy.
- The Euro made the countries' economies stronger.
- The economical domain of the Union promotes integrity and internal dependency between countries.
- To function properly and create a harmony state, each country is dependant to one another.
- There has been progress in Europe to reinforce the single currency area.
- The euro is the first alternative to the US dollar.
- Capital Infrastructure investments are ununiformly distributed between member States.
- Not all member States are positive contributors to the EU budget.



Students propositions (1/2)

- **Proposition 1:** Inform citizens and raise awareness about the European policy and budgetary spending.
- **Proposition 2:** Reform the EU to be more of a Union and not an unfair system where some countries pay for all.
- **Proposition 3:** Strengthen the European Stability Mechanism.
- **Proposition 4:** Improve infrastructures investments.
- **Proposition 5:** Distribute budget uniformly to member states that are underutilizing the allocation to Youth Employment Initiative.
- **Proposition 6:** Incentivize member states to utilize capital infrastructure allocation on a more uniform scale.

Monetary and budgetary stakes (2/2)

Students propositions (2/2)

- **Proposition 7:** Optimize economic structure to transform negative contributing economies into net positive contributors.
- **Proposition 8:** Stop encouraging nor forcing European countries pay in aid.
- **Proposition 9:** Enforce sovereign debt default procedures towards insolvent governments.
- **Proposition 10:** Force governments to accept the possibility of facing losses.
- **Proposition 11:** Focus on making Europeans think of investments as risky.
- **Proposition 12:** Make progress regarding European banking system integration, increment of the current common budget (in particular for R&D) as well as other financials measures such as the insurance of European Bonds.
- **Proposition 13:** Increase the European budget to avoid and prevent crisis.
- **Proposition 14:** Give national central banks more influence on the ECB monetary policies and coordinate their actions with ECB.

Social and health issues

Students findings

- There is not an equal distribution of medical equipment across all European countries.
- Its harder in some European countries than in others to study medicine and qualify to become a doctor.
- There is obligatory health insurance in every European country but the access, the quality of care, the prices are very different from one country to another.
- The aging population, the rise in chronic diseases and the current constraints on public finance make European health system face big challenges.
- The food and medical resources in the EU are well controlled: the EMA makes sure that all medicines get tested and are safe to use and the EFSA provides security to all the food that is being produced and imported into the EU.



Students propositions

- **Proposition 1:** Invest more and spread information of existing medical equipment.
- **Proposition 2:** Lower the bar of qualification to become a doctor and give more access to medical education in some European countries (not enough places in universities).
- **Proposition 3:** Create a centralized European health system so that the general level of health support is almost the same in both richer and poorer European countries.
- **Proposition 4:** Invest more in the prevention of the chronic diseases at the European level and improve public conscience about them.
- **Proposition 5:** Develop a European medical technology to make the chronical diseases' treatments more effective.
- **Proposition 6:** Be more cautious about residues (for example antibiotics), steroids and hormones, as they can have unexpected and long-term adverse impact on humans and the environment.

Trade and Industry

Students findings (1/3)

- The EU is part of free trade agreements on a global scale.
- In the EU, freedom of capital, movement and establishment of companies in other countries are facilitated.
- The EU is not a fiscal union therefore disparities of fiscal norms exist between countries.
- European member States' industry and trade differ among them and Italy and Germany are the only net exporters.
- The European Commission ensures the application of strict competition law policies across the EU to prevent creation of cartels or monopolies, ensure fair competition and prices.
- Strict European competition laws prevent industry consolidations and the emergence of European "champions" to compete against global and conglomerate leaders in Asia and the United States (ex. Siemens and Alstom aborted merger).
- European public markets are the most open ones in the entire world with 85% to 90% of public investment projects in Europe opened to world investors.
- The EU does not have any common European industrial directive and industrial institutional body.
- The EU is the world's largest automotive manufacturing region, and is also leading in aerospace, defense, chemical and biotechnology industries.
- The European trade market make possible to exchange ideas and new technologies and it can ensure the discover of new information about goods and services.
- Europe is committed to facilitate trade by taking out difficulties brought by the diversity of customs on the continent.
- The diverse agreements that the EU has developed have enabled a large flow of investments inside and outside of Europe, making them an essential part of global trade.
- Europe enables free movement of work force.
- All countries have the same regulations on prices, quality and safety.
- There are 30 million jobs that depend on European trade.
- Trade is the center and the kickoff the European project, the industry sector has had a special place in the construction of the European identity.

Trade and Industry (2/5)

Students findings (2/3)

- The cost of trading between European countries is really low, due to the unification of trade barriers (no tariffs nor taxes).
- The European distribution of production is efficient with the main producer countries having the biggest monopolies, but also means for the East of Europe (for example Ukraine) to be overwhelmed due to mass production.
- The EU is in prime position for global trade through its role to promote the free movement of goods and people, combined with transparent regulations, that makes it an ideal environment from investor's perspectives.
- The EU is the world's largest market and represents a perfect opportunity for both intra-European trade and for foreign players to develop business relationships in Europe.
- Production and manufacturing activities in the EU have stabilized, reaching a near saturation point: European companies risk falling behind due to emerging markets, rising labor costs and decreasing public investments.
- The EU has exclusive power to legislate on trade matters and to conclude international trade agreements, on behalf of its member countries.
- The EU has more power in international trade negotiations than any European country on its own.
- The EU has a role to solve disagreements between member states.
- European industries interests and know-how are protected by the EU.
- The increased openness to trade is a competitive driver to support European industries.
- In some European countries, sectors are severely hit by the lack of regulations (like agriculture in France).
- The Irish backstop is one of the biggest issues in the Brexit negotiations.
- The international trade agreements are individually negotiated by the EU with other countries and focus on tariff reductions, intellectual property, sustainable development and human rights.
- Sovereign control is ceded to member states with regulations governing commerce that exist between them.
- The EU construction of a complex trade network has resulted in the largest continuous period of peace in human history.
- The EU strengthened economic relations among its member states with numerous cross border mergers (between Italy and France for example).

Trade and Industry (3/5)

Students findings (3/3)

- Directives and trade policy agreements with external partners (like CETA) remain quite contested by numerous political actors.
- The EU economic prosperity is achieved because of the trade activities that benefit from unified agreements.
- The main European industries are replaced more and more by Chinese's ones.
- The comparative advantage of the EU is shifting to high value-added industry (luxury good, wine, cars).
- The certificated quality system seems highly valued in almost every industry of EU member States.



Students propositions (1/3)

- **Proposition 1:** Facilitate the movement of workers by giving a financial support to learn the local language for example.
- **Proposition 2:** Improve the uniformization of certain EU agreements (fiscal agreements, industrial agreements, rules about sustainability, rules about the creation of companies).
- **Proposition 3:** Make concessions in European competition law to allow for further industry consolidation across Europe to ensure that European companies are competitive on the global scale.
- **Proposition 4:** Further investigate harmful practices from European conglomerates, implement stricter fining procedures to prevent them and be more aggressive against monopolies.
- **Proposition 5:** Keep European public markets open, despite American and Asian markets' position being unchanged, and allow for protectionist measures during financial crisis to boost European companies' activities.
- **Proposition 6:** Create an institutional European body for industrial development and directives to allow for more effective exchange of ideas, resources, capabilities, processes between European countries and promote the development of competitive European solutions (products & services).
- **Proposition 7:** Develop clusters to foster innovation and transfers of knowledge and to encourage local partnerships especially in industrial regions to operate a smoother transition to a more "technological era".

Trade and Industry (4/5)

Students propositions (2/3)

- **Proposition 8:** Bring into force new provisions of law in order to give the appropriate space in the American supermarkets to the original European products.
- **Proposition 9:** Reinforce investments into future technologies and renewable energies.
- **Proposition 10:** Try to find new markets or open new ones (by legalizing cannabis for example).
- **Proposition 11:** Instore tariffs for extra-Europeans competitors' imports.
- **Proposition 12:** Find better agreements to improve communication between countries and continents, to increase trade benefiting the US and Europe.
- **Proposition 13:** Voice a stronger and more unified opinion on the topic of international relations, especially regarding trade: the trade tensions between the US and China are an opportunity for European players.
- **Proposition 14:** Reinforce efforts to protect European key industries (like the steel industry for instance).
- **Proposition 15:** Focus the European strategy on high-quality, high added-value products, as opposed to competing unsuccessfully on price, and create an innovation-friendly environment, necessary for Europe to become a successful incubator for start-ups.
- **Proposition 16:** Enhance global corporations to create a better environment so that the commercial services can be traded more frequently.
- **Proposition 17:** Accept a Northern Irish backstop which would be put alongside a bilateral deal between the UK and the EU and keep them aligned on regulations and customs arrangements.
- **Proposition 18:** Increase agricultural exports from the EU to China in order to replace the ones previously brought from the US.
- **Proposition 19:** Strengthen economic and trading ties with China.
- **Proposition 20:** Build strong trading collaborations with the emerging economics to resist the potential trade bullying imposed by some countries (e.g. US trade war).
- **Proposition 21:** Strengthen the competitive industries and encourage and expand the output of the competitive products to specific target market (especially for Chinese market e.g. fashion show hold by Prada in Shanghai).
- **Proposition 22:** Help developing countries boosting their exports by implementing lower tariffs accordingly to international agreements like WTO.

Trade and Industry (5/5)

Students propositions (3/3)

- **Proposition 23:** Protect cultural diversity in European industries and local firms competing with multinationals.
- **Proposition 24:** Accelerate the law-making process and the reach of trade agreements, which are typically slow and difficult.
- **Proposition 25:** Ease trade laws for certain raw materials/commodities like textile (pulp), coffee or cotton.
- **Proposition 26:** Ask the "weaker" economies of the EU such as Greece (still suffering from the 2011 financial crisis) to nurture more nation run factories and brands to curb heavy imports.
- **Proposition 27:** Implement a Reduced Tax trading to ensure smaller countries with no industrial brute (like Malta) not to be short of goods.
- **Proposition 28:** Focus on countering the potential future monopoly of the "Belt and Road Initiative" by incentivizing alternate trade route infrastructure.
- **Proposition 29:** Set up a European central incubator for start-ups in high growth sectors.
- **Proposition 30:** Reduce limitations due to antitrust laws to create European corporations able to compete with their Asian and American counterparts (Alstom and Siemens merger).
- **Proposition 31:** Regulate open markets in a more adequate way to help sectors that lack of regulations.
- **Proposition 32:** Set up standard security measures and back-up strategies for limiting the damages of countries distancing themselves from the EU and trade agreements.
- **Proposition 33:** Ensure the countries adapt directives promptly as the process often takes up to several years.
- **Proposition 34:** Improve access to goods and services markets with countries like Canada, India, Morocco or Malaysia.
- **Proposition 35:** Make use of the Market Access Database for interactive and comprehensive information.
- **Proposition 36:** Protect our common market against the big five or BATX by favorizing local stakeholders especially concerning products that allow to collect data (such as Operating System).
- **Proposition 37:** Urge extensive use of a new EU system to review foreign takeovers: EU member states should abandon their national vetoes over EU foreign policy.
- **Proposition 38:** Built a safer fiscal unity in Europe to cancel disproportion in investments, to lower taxes in poorer countries and to create incentives for companies to move in theses countries.

European institutions and EU project

Students findings

- There is a democratic deficit between the European Parliament (EP) and the European Commission (EC).
- The EU has attempted to involve citizens in the legislative process, but many feel alienated by the EU, thus do not participate in the process.
- The EU is in a stage of development, it has become far more democratic than it was decades ago.
- The different institutions and their goals are not known by every European citizen, which is becoming an issue especially for elections.
- The free movement of capital and population gives all EU countries a choice: theoretically, countries with comparative advantage can be involved in their competitive industries attentively and economic backward countries can transport their human capital and receive other countries' investment.
- The most important flaw of the EU institutions is not its structure but the manifestation of disunity among the member States.
- EU institutions execute their powers in a very bureaucratic and restrictive way and seem to be distant from citizens and are thus, not fully supported and understood.
- The EU project has currently been put in question by Brexit and the rise of nationalist parties.
- The EU institutions and the EU project are successfully centralising policies in Europe for the common good of the European citizens.
- The different institutions and their tools of policymaking (i.e. directives) are contributing to reduce gaps between Member States and regions in multiple policy domains.
- Smaller countries are being neglected in the EU decision-making processes because of their weak economic importance.
- Lobbyists detain an overly powerful role in Europe.
- Directives are a loosely coupled control mechanism that allow member States a great degree of independence while strengthening the internal decision-making process.

European institutions and EU project (2/2)

Students propositions

- **Proposition 1:** Give the European Parliament the right of legislative initiative.
- **Proposition 2:** Increase National Committees and Governments close co-operation with their MEPs (Member of the European Parliament), through joint investigations and working together on big reports.
- **Proposition 3:** Disband the European Parliament and give voting on EU matters to national parliaments working closely with the European Commission.
- **Proposition 4:** Evaluate the effectiveness of European institutions to understand how each country policy is integrated in a global policy.
- **Proposition 5:** Create a Europe Ministry with an affiliated Ministry of Europe in each Member State.
- **Proposition 6:** Organize European referendums.
- **Proposition 7:** Be more careful in EU expansion policy and conduct more thorough due diligence before integrating countries, especially for an integration in the Eurozone, to avoid situations like the Greek sovereign debt crisis.
- **Proposition 8:** Develop policies directly impacting the consumer (like the GDPR or the end of roaming charges in the single market) to be more attractive to European citizens.
- **Proposition 9:** Make the pre-accession for EU membership phase longer to guarantee that applying countries have enough time to meet the Copenhagen criteria's and create more concrete indicators to better assess a country's readiness to join the EU.
- **Proposition 10:** Stop delegating European funding distribution to European countries.

Citizen protection and digital challenges

Students findings (1/2)

- There is a growing trend in increasing data protection laws in the EU to give more and more control to individual citizens over their personal data like the General Data Protection Regulation (2016).
- The EU is fully aware of the digital transformation which will occur in the upcoming years and plan to increase its support to citizens and companies for the new challenges caused by the new technologies that will be available, such as AI, block-chain, 5G and so on (with the Digital Europe Program).
- The EU recognized the importance of the digital identification eIDAS (Electronic Identification, Authentication and Trust Services): a regulation which recognizes electronic identification within the European single market.
- Advanced privacy requirements are being pursued by the EU: for example, the ePR regulation covers the privacy for all electronic communications.
- Not every European country always enforce the same regulations, such as in terms of spamming.
- Due to disparities between economies, law and policies, data-protection regulation does not respect the principle of congruency between all the countries in Europe, the internal market online does not follow a cross-border law system.
- The EU is projecting, developing and implementing new programs and adequate regulatory framework to cope with the increasing demand for digital protection for both companies and individuals.
- The EU is not focus enough on citizen protection and digital challenges.
- The EU is witnessing a uniformization of the internet network with the implementation of free roaming.
- Europe lacks strong stakeholders in the tech industry: there is no European tech giant such as the Big five in the US or the BATX in China.
- The EU budget allocated to Information and Communications Technology is insufficient, with a few member states showing no or very low expenditure in this section, posing a challenge to better connect Europe.

Citizen protection and digital challenges (2/5)

Students findings (2/2)

- The modernization of administrative tasks has already been implemented across the EU (passport check, passport renewal etc.), but it is far from becoming an E-governance.
- The new Commission-President pushes to establish a single market for cyber security with a joint cyber unit to ensure a reliable cyber security system.
- The European Council has established a structure allowing the EU to set targeted restrictive measures to discourage and fight-back cyberattacks, which constitute a huge threat for EU and its member states.
- The new digital challenges are in the scope of the Digital Single Market strategy which aims to enhance the EU's competitiveness in the world's digital economy.
- The EU protects and fosters innovation such as computer programs or databases thanks to copyright and patents.
- The EU is responsible for data protection its main objective to address and implements numerous laws concerning data mining and personal data.
- The EU organizes the control of the Internet by eliminating certain content from the Internet (EU Safer Internet Action plan).
- The EU approach regarding data protection consists in empowering the actors of the digital economy, by introducing obligations for companies and local authorities.
- The European Commission and the Member States are currently developing a coordinated plan for AI and definition of ethical guidelines for the development of AI, thus promoting ethical AI, whereas the United States emphasize on a market-dominated approach of AI.
- The European strategy for a "Better Internet for children" provides a set of complementary measures, including funding, coordination, and self-regulation.
- The EU implements too much regulation that goes against European tech companies' competitiveness and technological supremacy.
- GDPR compliance framework might undermine European countries compared to the US or China.
- Protection of privacy inside the EU is homogeneous, but as soon the data is exported outside the EU scope of power, there is no uniform international rule.
- The EU is potentially putting data privacy at risk by providing network access to Huawei.

Citizen protection and digital challenges (3/5)

Students propositions (1/3)

- **Proposition 1:** Prevent cyber-attacks and cyber-spying at a European scale by funding training program for employees, and awareness campaign for citizens.
- **Proposition 2:** Increase the allocation to information and communications technology and increase uniformity of distribution to member States.
- **Proposition 3:** Explain GDPR more clearly to EU citizens and change its name to simplify its understanding.
- **Proposition 4:** Strengthen protection by public institutions of the digital space, people's digital lives and democratic governance to ensure individual and community sovereignty.
- **Proposition 5:** Reinforce and level out protection against spam (emails, marketing calls etc.) that is lacking coordination and effectiveness: marketing calls should be regulated.
- **Proposition 6:** Strengthen incentives for multinationals to protect data privacy of European customers.
- **Proposition 7:** Develop children awareness campaigns about the dangers of the internet at a European scale.
- **Proposition 8:** Ensure to all European citizens the same level of protection of the contents generated and retained on online platforms.
- **Proposition 9:** Adjust EU legislation process to make it more flexible and prompter to react to the entrance of new players and disruptive technologies by establishing an adequate legislation.
- **Proposition 10:** Mitigate the differences between the different country members' bureaucracies through the development of a European E-governance.
- **Proposition 11:** Ensure more transparency in policies related to digital development, digital protection and cybersecurity as European citizens should be aware of how companies manage the large amount of data, they collect about them.
- **Proposition 12:** Implement a law requiring social media networks to communicate more transparently on how data is being tracked and saved when interacting with their services.
- **Proposition 13:** Remove unneeded barriers to the internal market online by enforcing cross-border data protection laws.
- **Proposition 14:** Help small European enterprises, schools and universities with their digitalization through European subsidies or programs.

Citizen protection and digital challenges (4/5)

Students propositions (2/3)

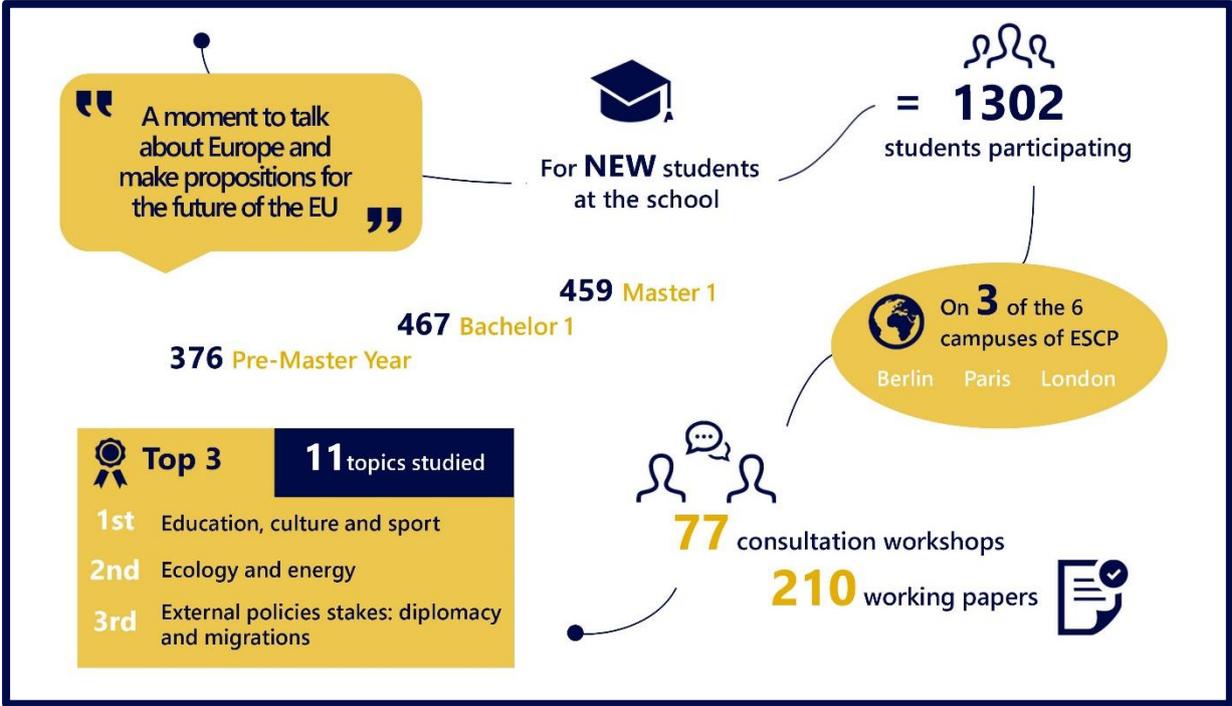
- **Proposition 15:** Give European grants or create trainings for people lacking IT skills.
- **Proposition 16:** Ensure companies do not ignore the laws that protect consumers' data for example by encouraging customer to sue companies themselves.
- **Proposition 17:** Enforce greater sanctions to companies breaking laws regarding privacy.
- **Proposition 18:** Include non-discrimination rules in new European directives to prevent companies from disadvantaging customers who use their privacy rights with their "pay-for-privacy" schemes (denying products, offering lower quality goods, charging higher prices or charging a premium to consumers who choose private options).
- **Proposition 19:** Create a friendly taxation environment to tech entrepreneur, giving them the opportunity to invest to support innovation and protect EU technological companies.
- **Proposition 20:** Develop computer science in European business schools (programming, coding, implement data privacy, etc.).
- **Proposition 21:** Create a European directive forcing the "GAFA" to respect the 'right to be forgotten'.
- **Proposition 22:** Run a Data protection impact assessment to measure the actual effects of GDPR.
- **Proposition 23:** Simplify / automate the right of objection procedure.
- **Proposition 24:** Build a digital infrastructure between State Members (e.g. 5g network).
- **Proposition 25:** Delete all remaining roaming costs in Europe.
- **Proposition 26:** Set up a Virtual Residency for foreigners in order to set up EU companies.
- **Proposition 27:** Build a common regulation (law, research and development) for AI.
- **Proposition 28:** Encourage EU member States to toughen their laws against privacy invasion.
- **Proposition 29:** Create a special EU committee under the EU commission whose role is to secure EU citizens privacy against the surveillance of communications, including mass surveillance, in order to uphold the right to privacy under international Human Rights Law.
- **Proposition 30:** Ensure enough budget to EU Data Protection Agencies.
- **Proposition 31:** Create a more in-depth legal framework for businesses working within the EU to respect data protection regulations.

Citizen protection and digital challenges (5/5)

Students propositions (3/3)

- **Proposition 32:** Promote innovation-friendly data protection law that does not lead to forced localisation.
- **Proposition 33:** Develop rules and regulations that ensure the development of EUs own manufacturing sector to overcome its dependencies on foreign digital development industries.
- **Proposition 34:** Implement tax policies based on profit, not revenue to allow the proliferation of the digital economy and prevent double taxation.
- **Proposition 35:** Develop legal provisions for non-personal use of data.
- **Proposition 36:** Address the legal issues involving data access, liability, data ownership and the cloud.
- **Proposition 37:** Favour mergers of tech companies to make them more competitive and controllable by governments.
- **Proposition 38:** Set a lower tax on electronic goods to help low income households to access digital technologies and ease their transition into a digital society.
- **Proposition 39:** Force Huawei to comply with the EU GDPR or ban Huawei from building their fifth-generation wireless networks.
- **Proposition 40:** Increase the interaction and academic communication between European countries about technological field.

Annexe 2 - Infographie des consultations étudiantes 2019-2020



Annexe 3 – Fiche de restitution des travaux des étudiants



CONSULTATION ETUDIANTE SUR L'EUROPE

FEUILLE DE RESTITUTION

NOMS DES ETUDIANTS :

SUJET ET NUMERO D'ATELIER :

Pour chacune des deux questions, plusieurs points de vue peuvent être exprimés en cas de désaccord au sein du groupe, l'idée étant simplement de restituer au mieux ce qui ressort de votre discussion. Ne pas hésiter à ajouter des pages au document en cas de manque de place.

1- Quel état des lieux faites-vous de la thématique de votre atelier en Europe ? (Que reprenez-vous sur ce qui a déjà été fait en la matière ? Pensez-vous que l'Europe agit convenablement à ce sujet ? Etc.)

Merci de formuler vos constats dans un style affirmatif/déclaratif. Exemple :

- *Format attendu :* "Le rôle de la BCE est discutable"
- *Format à éviter :* "Un rôle discutable de la BCE";

2- Qu'aimeriez-vous faire ou voir être fait en la matière ? (initiative, politique, projet, vision, loi...). Tout idée est bonne à dire : de l'initiative locale à la politique globale !

Merci de débiter vos propositions par des verbes. Exemple :

- *Format attendu :* "Augmenter le budget de l'Union Européenne"
- *Format à éviter :* "Le budget de l'Union Européenne doit augmenter"

Annexe 4 – L'indice annuel de citoyenneté européenne (IACE)

> Données génériques relatives à la méthodologie de l'IACE

Indicateur	Objet mesuré	P*	Information complémentaire
Nombre de participants au cycle annuel d'activité de l'OECE rapporté à l'ensemble de la communauté ESCP (%)	Impact des activités de l'OECE sur la communauté ESCP	10	La communauté ESCP s'entend au sens de l'ensemble des étudiants, professeurs et personnels de l'école
Nombre de participants à la seule phase de consolidation rapporté au nombre total de participants sur le cycle annuel d'activité (%)	Appropriation et pénétration de la question européenne au sein de communauté ESCP	5	<i>Pas d'observation complémentaire</i>
Mesure de satisfaction de la citoyenneté européenne à l'ESCP par l'ensemble de ses étudiants (%), sur le fondement d'une notation)	Positionnement de la communauté ESCP vis-à-vis de la question européenne	5	Cette mesure de satisfaction annuelle est réalisée à l'occasion des évaluations de cours du semestre « fall »
Nombre de propositions issues de la consultation valides rapporté au nombre total de propositions formulées (%)	Qualité du rapport des nouveaux étudiants de l'école à la question européenne	2	L'OECE effectue un contrôle objectif des propositions formulées lors des consultations et retire celles frappées d'inexactitude manifeste et d'inintelligibilité
Nombre d'événements étudiants labelisés par l'OECE rapporté au nombre total d'événements étudiants organisés à l'ESCP (%)	Profondeur de l'identité européenne dans la vie étudiante à l'ESCP	3	<i>Pas d'observation complémentaire</i>
Nombre d'étudiants ayant suivi un enseignement ¹² portant sur les questions européennes (<i>stricto sensu</i>) rapporté au nombre total d'étudiants (%)	Profondeur académique de la question européenne à l'ESCP	5	Sont ici concernés les étudiants inscrits en formation initiale (BSc et MiM)

* Pondération

> Données spécifiques relatives à l'IACE 2020

Calcul des indicateurs de l'IACE 2020			
Indicateur 1 (<i>modifié</i>)	Nombre de participants à la phase de consultation : 1302	Nombre de nouveaux étudiants en 2019-2020 : 1541	11 : 84,5 %
Indicateur 4	Nombre de propositions valides : 609	Nombre de propositions totales : 729	14 : 83,5%

Pondération applicable aux indicateurs de l'IACE 2020	
Indicateur 1 (<i>modifié</i>) : nombre de participants à la phase de consultation rapporté à l'ensemble des nouveaux étudiants de l'ESCP en 2019-2020	8
Indicateur 4 : nombre de propositions issues de la consultation non-écartées rapporté au nombre total de propositions formulées (%)	2

Indice de citoyenneté européenne (IACE) pour 2020 :	0,84
---	------

¹² Cet enseignement pouvant prendre la forme d'un cours ou d'un séminaire, optionnel ou obligatoire.

Annexe 5 – Présentation de l'OECE

> Histoire, perspectives et description du projet OECE

UNE INITIATIVE ÉTUDIANTE ET CITOYENNE...	... AU CŒUR D'UNE GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT...	... AVEC DE FORTES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT
<p>Le projet de l'Observatoire étudiant de la citoyenneté européenne (OECE) est né d'une ambition étudiante :</p> <p>INCARNER CONCRÈTEMENT L'IDENTITÉ EUROPÉENNE DE L'ESCP</p> <p>Il s'inscrit dans la continuité d'un projet étudiant de consultation citoyenne sur l'Europe mené à l'ESCP en 2018, dans le cadre d'une séquence ponctuelle pilotée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, avec une volonté :</p> <p>CAPITALISER SUR LA RÉUSSITE DE CET ÉVÉNEMENT ET S'EN RÉAPPROPRIER L'ESPRIT AFIN DE L'INSCRIRE DANS UNE ACTION CITOYENNE PLUS PÉRENNE</p>	<p>L'OECE est un projet qui s'inscrit au cœur de l'institution ESCP.</p>  <p>Il s'intègre directement au cœur des activités et missions de la Direction académique.</p> <p>Il a ainsi pour ambition d'incarner institutionnellement, auprès des étudiants, l'exercice de l'identité européenne de l'école en leur proposant, au cours de leur parcours académique, différents temps d'expression et de citoyenneté européenne.</p>	<p>L'Observatoire est intrinsèquement pensé comme un acteur de l'ESCP mais également, plus largement, de l'écosystème étudiant européen par son implantation dans 6 grandes villes européennes grâce aux 6 campus de l'école. Sa mission a donc vocation à s'élargir.</p> <p>L'AMBITION DU PROJET EST DE RENFORCER LE LIEN ENTRE L'EUROPE ET LES CITOYENS QUI SONT AMENÉS À DEVENIR LES CADRES ET MANAGERS DE DEMAIN</p> <p>L'OECE s'engage à promouvoir les idées des étudiants pour l'Europe de demain tout en œuvrant en parallèle pour une meilleure compréhension des institutions et du fonctionnement de l'UE par la communauté étudiante européenne.</p>



OBJECTIFS

L'objectif organique de l'OECE est double : **promouvoir et concrétiser la citoyenneté européenne** à l'ESCP d'une part, **observer et valoriser les effets et réalités** de cette dernière d'autre part.

En structurant des temps pour mettre l'Europe au cœur des discussions des étudiants, chacun d'entre eux pourra définir son propre exercice de l'identité européenne de son école.



ACTION

L'OECE propose pour cela la mise en œuvre d'une action en 3 temps mêlant initiatives proactives et macro-observations, selon un cycle correspondant à une année scolaire : **1) Consultation ; 2) Formalisation ; 3) Consolidation.**

Ce cycle d'activité a vocation à se renouveler chaque année et impliquera un **suivi pluriannuel** d'une année sur l'autre.



PORTEE

L'action de l'OECE s'adresse à l'ensemble de la **communauté ESCP** répartie sur chacun des 6 campus de l'école (Paris, Londres, Madrid, Berlin, Turin, Varsovie).

Plus largement, elle vise à animer l'ensemble de l'écosystème dans lequel s'inscrit l'ESCP (partenaires académiques, entreprises sponsors, etc.) sur la question de la citoyenneté européenne.

Les 3 temps d'action de l'OECE

- 1) Consulter** : organisation d'ateliers thématiques sur l'ensemble des campus de l'école à destination de tous les nouveaux étudiants de l'ESCP. En groupe restreint, ces derniers sont amenés à formuler constats sur l'Europe d'aujourd'hui et propositions pour l'Europe de demain ;
- 2) Formaliser** : traitement et valorisation des données issues des consultations. Formalisation d'un rapport intermédiaire recueillant les constats et propositions des nouveaux étudiants ;
- 3) Consolider** : évaluation des propositions précitées par l'ensemble de la communauté ESCP (étudiants, professeurs, etc.) et organisation d'événements pédagogiques et culturels relatifs à l'UE (conférences, table-ronde métiers, etc.).

Annexe 6 – Gouvernance et pilotage de l'OECE

Fondé en 2019 sur proposition de Mme. Gabrielle Cotteceau et M. Tâm Nguyen, étudiants du Programme Grande Ecole de l'ESCP, l'OECE est placé sous l'autorité directe de M. Léon Laulusa, Directeur général adjoint en charge des affaires académiques.

Les activités du cycle 2019-2020 ont été pilotées par Mme Gabrielle Cotteceau et M. Tâm Nguyen, avec le concours de Mme. Salomé Bouinière, étudiante du programme Grande Ecole de l'ESCP.



Gabrielle Cotteceau

Cofondatrice de l'OECE, Gabrielle Cotteceau est actuellement étudiante en Master 2 du Programme Grande Ecole de l'ESCP. En 2018, elle prend part à l'organisation d'une consultation citoyenne organisée à l'ESCP et labellisée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. En 2019, elle réalise notamment un stage à la Direction des affaires européennes de la Région Ile-de-France.



Tâm Nguyen

Cofondateur de l'OECE, Tâm Nguyen est aujourd'hui diplômé du Master in Management de l'ESCP, ainsi que du master en politiques publiques de Sciences Po Paris. En 2018, il prend part à l'organisation d'une consultation citoyenne organisée à l'ESCP et labellisée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



Salomé Bouinière

Etudiante du Master in Management à l'ESCP et titulaire d'une licence en droit des affaires de l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, Salomé Bouinière a appuyé les activités du cycle 2019-2020 de l'OECE en assurant l'essentiel de l'organisation de la consultation des étudiants de Master 1 – AST du campus de Berlin. En 2019, elle réalise notamment un stage en sécurité diplomatique au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Annexe 7 - Lettre de mission



LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Paris, le 15 avril 2019

à

*Gabrielle Cottenceau
Tâm Nguyen*

Objet : Création de l'Observatoire étudiant de la citoyenneté européenne – lettre de mission

En septembre 2018, dans le cadre des Consultations citoyennes pour l'Europe pilotées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est tenue, dans notre école, une consultation auprès des étudiants de pré-master, dont vous avez assuré l'organisation.

Ce moment a été l'occasion pour près de 400 de nos nouveaux étudiants de se confronter une première fois à l'identité profondément européenne de notre école. A cette occasion, plus de 160 propositions pour l'Europe de demain ont été formulées par nos étudiants et transmises au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Considérant le succès de ce projet, notre Directeur général et moi-même avons souhaité que la dynamique initiée au sein de ESCP Europe à cette occasion puisse perdurer au-delà de l'initiative gouvernementale aujourd'hui terminée. Aussi vous ai-je proposés, début 2019, de me faire des propositions en ce sens. J'ai ainsi soutenu au printemps, votre proposition portant création de l'Observatoire étudiant de la citoyenneté européenne (OECE), dont vous assurez la gestion et l'animation, avec le soutien, et comme nous en sommes convenus sous la supervision, de la direction académique de l'école. Cette démarche, engagée dès la rentrée académique 2019, devra notamment permettre à nos étudiants d'exprimer leurs réflexions sur l'Union Européenne.

Il s'agit d'un projet ambitieux et inédit en matière d'exercice de la citoyenneté européenne au sein de notre institution : il en rejoint pleinement les valeurs. Aussi souhaite-je que vous puissiez compter sur l'ensemble de la Direction académique, et plus généralement sur tous les services de l'école, pour conduire l'observatoire vers une réussite collective.

Je vous remercie pour votre engagement et vous souhaite pleine réussite dans ce projet.

Prof. Léon LAULUSA

Directeur général adjoint
Affaires académiques et internationales



Décembre 2020
ESCP

RAPPORT ANNUEL – CYCLE 2019-2020

OBSERVATOIRE ÉTUDIANT DE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

